

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.  
Télex: PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication: Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire: 46722  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

LUNDI 10 MAI

Belgique: 15 FB • Suisse: 1 FS

## ASSASSINEE PAR SCHMIDT ET SPRINGER ULRIKE MEINHOF EST RETROUVEE PENDUE DANS SA CELLULE

• Elle était inculpée dans le procès Baader qui continue à Stuttgart

Stuttgart, dimanche 9 mai, de notre correspondant.

Ulrike Meinhof a été découverte dimanche matin pendue dans sa cellule de la prison de Stuttgart. La mort d'Ulrike Meinhof a des relents de liquidation. Par exemple il a été annoncé qu'Ulrike Meinhof avait été trouvée pendue aux barreaux de sa cellule par son soutien-gorge, alors qu'une autre version parle de serviette de toilette. Compte tenu des sévères mesures de surveillance dont faisaient l'objet tous les accusés du groupe Baader-Meinhof, on comprend mal par ailleurs comment plusieurs heures auraient pu s'écouler entre le suicide et la découverte du corps comme l'annoncent les autorités du parquet de Stuttgart.

Ces doutes sont encore amplifiés par le mutisme des autorités, et par la précipitation avec laquelle elles ont ordonné l'autopsie du corps à 11 heures ce matin, contrairement à la loi qui l'interdit en deçà d'un délai de 24 heures après la mort.

Un avocat italien, M<sup>re</sup> Capelli, qui avait rencontré Ulrike Meinhof vendredi dernier en avait donné une telle description que toute possibilité de suicide en paraissait exclue.

L'avocat d'Ulrike Meinhof, M<sup>re</sup> Axel Azzola a lui aussi mis en doute la version du suicide en décrivant les poursuites dont le groupe faisait l'objet comme une « chasse à courre », et en rappelant que sa cliente lui avait déclaré quelques jours auparavant: « ce serait une illusion de croire que cet Etat permettra aux emprisonnés de sortir vivants de ses griffes ».

Tom Jordan.



Ulrike Meinhof (AFP)

### Elle fut de tous les combats...

Suicide ou assassinat, la mort d'Ulrike Meinhof à 42 ans d'une vie remplie d'ardeur révolutionnaire, accuse. Tout comme le corps décharné de Hölger Meinz, mort en prison voici plus d'un an au terme d'une grève de la faim, cette mort accuse le régime policier du chancelier social-démocrate Schmidt et la presse pourrie de l'empire Springer...

Elle était la seule de ce groupe Baader-Meinhof qui hantait la bourgeoisie allemande, capable d'analyser les maux d'une société capitaliste se sentant à l'abri des secousses de la crise, et dont le règne n'était pas encore contesté par une classe ouvrière obnubilée autant par une conjoncture favorable presque ininterrompue que par des dirigeants qui faisaient tout pour l'intégrer dans ce capitalisme soit-disant social.

Ulrike Meinhof était une journaliste extrêmement douée. Ses colonnes dans les journaux, d'abord étudiants, puis dans « Konkret » dirigé par son mari Klaus Reinhard Röehl, un opportuniste invétéré, respiraient la sincérité et étaient un modèle de clarté de pensée et de style. Elle fut de tous les combats de la gauche, contre le réarmement, la bombe atomique, les lois d'exception, et surtout la guerre du Vietnam et la presse Springer, cet instrument opérationnel de la bourgeoisie allemande pour répandre son idéologie dans la classe ouvrière. Elle sentait l'insuffisance de ces luttes, bien que la révolte des étudiants ouvrait pour la première fois dans la République Fédérale d'Allemagne une perspective nouvelle dans les eaux stagnantes de la vie politique et sociale.

lire la suite page 2

A Tours, grâce au rassemblement des voix de droite

## ROYER TOUJOURS LA !

• Le candidat socialiste (21% des voix) devance le candidat communiste (18%).

Royer réélu au premier tour avec 56% des voix, c'est une bien mauvaise surprise! Mais si l'on se penche de près sur les résultats, on s'aperçoit que le maire de Tours ne doit sa victoire qu'au rassemblement des votes de droite sur son nom. Le candidat réformateur, en effet, qui avait obtenu 9% des suffrages en 1973, en a perdu plus des deux tiers. Le total des voix de droite (58%) est finalement en recul par rapport aux précédentes législatives (60%).

A gauche, le candidat socialiste, Paul Lussault, bénéficie de la poussée nationale de son parti, et avec 21% des bulletins exprimés devance le candidat communiste, Vincent Labeyrie. Celui-ci, avec 18% des voix, ne retrouve pas l'entièreté des suffrages qui s'étaient portés sur son prédécesseur, en 1973, notamment dans la banlieue communiste de Saint

Pierre des Corps où il perd 150 voix. C'est un signe que la campagne « écologique » du P.C.F., non seulement n'a pas permis un élargissement de son audience, mais semble avoir provoqué un certain malaise dans ses propres rangs.

Daniel Vitry, candidat de Lutte Ouvrière arrive en tête des trois candidats d'extrême-gauche. Son score est certainement lié à sa présence dans la circonscription lors du premier tour de 1973, à la suite des accords de répartition entre L.O. et la Ligue Communiste. Notre candidat Frédéric Castello devance Mérija Surduts, soutenue par le P.S.U., la G.O.P. et Révolution. C'est au moins une preuve que les travailleurs d'avant-garde de la région n'auront pas été dupes de la manipulation autour d'une soit-disant « candidature des luttes ».

Pierre Julien

## 10 000 PERSONNES A LIP AUX JOURNEES « PORTES OUVERTES »

• Participation des délégations de Griffet, Caron-Ozannes, Parisien-libéré, Réhault, de la coordination Sonacotra, des étudiants en lutte, etc.

- Commission: les femmes dans les luttes.
- Appel aux travailleurs en lutte.
- Débat sur les perspectives d'ensemble et la coordination des luttes.

lire page 7

## EN ESPAGNE, L'EXTREME-DROITE TIRE SUR LE CORTEGE DES « CARLISTES AUTOGESTIONNAIRES »

Un jeune ouvrier de 16 ans, Ricardo Garcia Pellejero a été tué et 4 autres « carlistes autogestionnaires » grièvement blessés lors de

la provocation montée par la faction franquiste du mouvement carliste dimanche en Navarre.

5000 carlistes de la tendance « autogestionnaire » dirigée par le prétendant au trône Carlos Hugo de Bourbon Parme, qui a intégré la coordination démocratique après avoir fondé avec le PCE la Junte démocratique, s'étaient retrouvés ce dimanche sur les pentes du Mont de Montejurra pour le pèlerinage annuel du mouvement. Parmi eux, Carlos Hugo de Bourbon Parme expulsé d'Espagne le 18 mars dernier, qui la veille avait franchi clandestinement la frontière en compagnie de sa femme la princesse Irène des Pays-Bas. Peu avant de parvenir en haut du « chemin de croix », la manifestation toujours tolérée les années précédentes, s'est vue barrer l'accès du sommet par 50 hommes armés, partisans de la tendance restée fidèle au franquisme, dirigée par Don Sixte de Bourbon Parme, renforcés par des phalangistes ultras et des guerrilleros du Christ Roi. Ces hommes de main voulurent imposer une prise de parole de Don Sixte. Quand la manifes-

tation conspu ce dernier aux cris de « Carlos Hugo y Libertad » le commando, armé de pistolets et de mitraillettes ouvrit le feu, faisant un mort et de nombreux blessés. Cette agression n'a été rendue possible que par l'attitude « bienveillante », contrairement aux années précédentes de la police qui a laissé les nervis circuler depuis deux jours en armes dans la région. Elle fait suite à une campagne de presse déchaînée des partisans du « bunker ». Depuis plusieurs jours le quotidien de l'association des anciens combattants, dirigé par José Antonio Giron, El Alcazar, exhorte les « boinas rojas » (bérêts rouges) des « tercios de requetes », les unités d'anciens combattants navarrais de l'armée franquiste à relever le « défi » des « autogestionnaires », parjures du franquisme, qui participaient de l'opposition démocratique au régime de Juan Carlos.

Commentant la provocation, Carlos Hugo de Bourbon Parme déclarait: « ils veulent que cette année nous portions également des mitraillettes mais ces assassinats contribueront au naufrage du régime ».

Voir nos informations page 3

## ESPAGNE

### «L'ESCALADE BARBARE DE LA REPRESSION» (PCE)

L'économiste Ramon Tamames, le cinéaste Juan Antonio Bardem et Eugenio Triana qui avaient été arrêtés le 3 avril dernier pour avoir organisé la manifestation en faveur de l'amnistie des prisonniers politiques, ont été libérés dans la journée de samedi. Le montant des amendes administratives qui leur avaient été infligées a été réduit. Dès lors, selon le Ministère de l'Intérieur les peines de prison qu'ils purgeaient pour avoir refusé de les payer n'ont plus de raison d'être.

Par contre, le dirigeant des commissions ouvrières Marcelino Camacho, Antonio García Trevijano, Alvarez Dorransoro et Nazario Aguado restent encore sous les verrous sous le même motif.

Plus, le tribunal de l'Ordre public a confirmé sa décision de poursuivre ces quatre membres de la coordination démocratique encore en prison... Ils sont accusés de « délit contre la forme actuelle de l'Etat » et d'« appartenance à des associations illicites »: Parti communiste espagnol, Mouvement communiste d'Espagne et commissions ouvrières. Ils avaient été arrêtés à la fin du mois de mars tandis qu'ils se rendaient à la conférence de presse où devait être annoncée la formation de la coordination démocratique. Ils risquent des peines allant de vingt à trente ans d'emprisonnement. Réuni clandestinement vendredi à Madrid, le Comité exécutif du PCE a publié à l'issue de ses travaux un communiqué protestant contre le procès « ordonné par le gouvernement d'Arias et de Fraga » contre l'un de ses membres Francisco Romero Marin qui risque depuis quinze ans de prison pour « association illicite ».

Le PCE dénonce « le retour aux pratiques les plus noires du fascisme » et la « régression dictatoriale et fasciste » de l'actuel gouvernement.

Le PCE proteste aussi contre la généralisation des tortures « redevenues pratiques courantes

dans les commissariats et les postes de guardia civil comme le montrent les cas récents d'Amparo Arangos, Elia Martinez, José Duplan, Domingo Martinez, Victor Vinuales etc ».

Le PCE lance un appel à l'opinion publique espagnole et internationale pour protester contre « l'escalade barbare de la répression ».

Au cours d'une conférence de presse prononcée dimanche à Vigo, le professeur Enrique Bustello dirigeant de l'aile gauche du Parti socialiste ouvrier espagnol a annoncé que Felipe Gonzalez, secrétaire général du PSOE ne se rendrait pas au Palais de la Zarzuela rencontrer le roi Juan Carlos aussi longtemps que des membres de l'opposition resteraient détenus.

« Gonzalez, a-t-il déclaré, ne se rendra pas chez le souverain et s'il le fait un jour ce sera en compagnie de Marcellino Camacho, dirigeant des commissions ouvrières ou de Simon Sanchez membre du PCE lui aussi détenu ».

Cette affirmation d'Enrique Bustello tente de mettre un point final aux rumeurs selon lesquelles le roi, après avoir rencontré le dirigeant démocrate chrétien Gil Robles, envisageait de prendre langue avec Felipe Gonzalez.

Après la décision des principaux partis ouvriers de ne pas célébrer le 1<sup>er</sup> mai dans la rue, on avait expliqué dans les milieux financiers madrilènes, que la prochaine libération des dirigeants politiques de l'opposition avait été négociée contre cette modération. Les spéculations sur l'ouverture sinon d'un dialogue du moins d'une reconnaissance de facto des secteurs « non extrémistes » de l'opposition démocratique s'étaient étayées la semaine dernière sur les rumeurs qui faisaient état d'une opposition surgie entre Juan Carlos et le premier ministre Arias Navarro sur les rythmes de réforme du régime.

Mais le pas de deux amorcé par Juan Carlos risque de ne pas avoir de suite dans l'immédiat. D'autant que l'on apprendrait samedi à Madrid que 35 des 300 personnes arrêtées à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai dans la capitale ont été déférées devant le tribunal de l'ordre public et qu'une centaine d'ouvriers du bâtiment qui avaient fait grève les 28, 29 et 30 avril à l'appel des commissions ouvrières de l'Union générale des travailleurs et de l'union syndicale ouvrière, les trois formations syndicales clandestines, ont été licenciés.

M. Rovère.

## ELLE FUT DE TOUS LES COMBATS...

suite de la première page

Ulrike Meinhof avait compris que les réformes pas à pas tant louées par la social-démocratie et les syndicats allemands pour humaniser le capitalisme ne pourraient jamais atteindre ce but. Elle comprenait aussi que les manifestations de masse n'étaient pas suffisantes pour amener des changements profonds.

Surtout elle fut désespérée quand la grande coalition entre chrétiens et sociaux-démocrates détruisit ses illusions dans la possibilité de réformer le SPD (parti social-démocrate). Elle chercha une issue révolutionnaire en jetant tout son passé derrière elle. Quittant sa famille et ses enfants, elle se lança dans une lutte contre un régime qu'elle haïssait à juste titre de tout son cœur.

L'idée centrale qui guidait Ulrike Meinhof était qu'on peut galvaniser la résistance révolutionnaire contre une société inhumaine par l'exemple. La révolution n'était pour elle ni la conséquence d'une prise de conscience des masses, ni la volonté de résistance mise dans l'esprit de millions de gens qui comprennent qu'il n'y a pas d'autre issue, mais un acte volontariste qui amènerait

à suivre le chemin de ceux qui prennent en main la mitrailleuse.

La bourgeoisie allemande, après l'arrestation de Ulrike et de ses camarades s'est vengée d'une manière atroce. Le procès qu'on lui fit dans une prison spécialement construite pour la circonstance est aussi bien gardé que les criminels de guerre

Elle a du aussi souffrir que la lutte contre la « bande Baader-Meinhof » soit devenue le prétexte pour s'attaquer aux droits juridiques fondamentaux. Les criminels de guerre, les bourreaux d'Oradour et d'Auschwitz, ni de haine que fut le petit groupe Baader-Meinhof osant employer la force contre ce régime qui existe par la force qu'il emploie à chaque jour de son existence. Le plus douloureux dans la mort d'Ulrike Meinhof est qu'elle survient au moment où la classe ouvrière allemande signale par des luttes dures sa réapparition sur la scène politique et que la bourgeoisie commence à employer contre elle, pour la première fois depuis la guerre, des mesures policières semblables à celles utilisées contre les étudiants en révolte.

Nous étions en désaccord avec l'orientation d'Ulrike Meinhof. Nous pensons, et nous ne l'avons jamais caché que cette orientation a pu contribuer à l'isolement dans lequel se sont trouvés face à la répression, les militants de la Fraction armée rouge. Mais nous sommes solidaires de leur révolte légitime dans un pays où le mouvement ouvrier écrasé par l'hitlérisme laissait les mains libres à la terreur légale et quotidienne, à la collaboration étroite avec l'impérialisme.

Nous saluons Ulrike Meinhof, militante révolutionnaire.

Anna Armand

En riposte à la mort d'Ulrike Meinhof, des bombes ont éclaté dimanche soir devant les sièges de deux sociétés allemandes à Paris. Les dégâts sont importants.

F. Tenaillé.

## SUISSE

### UN CRIMINEL INTERNATIONAL SIGNALÉ A BERNE

Le nouvel ambassadeur des USA en Suisse, Nathaniel Davis est la cible d'une campagne de grande ampleur de la part de la gauche et de l'extrême-gauche. Et pour cause, cet individu a dans sa longue carrière au service de la contre-révolution deux hauts faits d'armes : le Guatemala et le Chili. Dès lors, tout pousse à croire que Davis, dont une analyse minutieuse de son passé nous enseigne qu'il fait partie des hommes les plus lucides et les plus redoutables de Washington, n'a pas été nommé à Berne pour y vivre les charmes d'une ambassade de seconde zone. Un faisceau de présomptions situe en effet sa nomination en relation étroite avec les événements en cours tant en Italie qu'en France. Démissionnaire en août 75 de son poste de secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, par suite d'un différend avec Kissinger sur l'Angola (cf. Rouge n° 35) sa nouvelle affectation ne doit en rien nous faire penser à quelque discrédit.

Outre le fait que ses vues sur le politique à méier en Afrique australe ont prévalu après son départ, il apparaît tout indiqué pour sa nouvelle tâche, qui exige plus qu'un simple exécutant. Sa connaissance intime du « monde » communiste, de ses éléments constitutifs, de ses divergences (il a sévit dans les Pays de l'Est et en Italie) l'atteste.

Car Davis, c'est à la fois un théoricien en politique étrangère avec des capacités organisationnelles remarquables. Partisan « du long terme » et membre de l'équipe responsable de la politique extérieure des Etats Unis, il possède toutes les qualités adéquates pour suivre la situation européenne. Berne devenant ainsi un poste privilégié d'où il pourra avoir tout loisir de se consacrer à ses entreprises d'immixtion. La campagne pour son expulsion laisse à penser que la quiétude est rompue...

F. Tenaillé.

## URUGUAY

### CONTRE LA DICTATURE

Samedi 8 mai à 13 heures, sur la façade de Notre-Dame de Paris a été accrochée une banderole, sur laquelle on pouvait lire : « Uruguay halte à la répression ». Des milliers de tracts distribués par mi le public présent ont dénoncé la brutale répression à laquelle est soumis aujourd'hui le peuple uruguayen, le manque total de liberté politique et syndical, la torture et les services subis par les 7000 prisonniers politiques.

La barbare répression de la dictature uruguayenne a fait de nouvelles victimes au cours de ces dernières semaines : les cadavres de cinq prisonniers politiques : Ricardo Gil, Luis Ferreira, Elida Alvarez, Ary Cabrera, Eduardo Chisella, détenus en avril par les Forces armées et la police ont été



trouvés sur la côte uruguayenne au nord de Montevideo. Les membres brisés ou arrachés, puis attachés par des cordes, et d'autres signes prouvaient que les victimes avaient été torturées à mort.

Dans la même semaine, le corps criblé de balles d'une autre uruguayenne — Telba Juarez — a été retrouvé à Buenos-Aires.

Nous craignons pour la vie d'autres prisonniers politiques : quatre d'entre eux, détenus depuis plus de deux ans, ont disparu de la prison dans laquelle ils se trouvaient. Il s'agit de Raul Cariboni, Carlos Mechoso, Alfredo Pareja et Hector Romero. Les noms

de ces militants du mouvement populaire viennent ainsi s'ajouter à la liste de plus de 20 otages sur lesquels la dictature laisse peser une menace de mort depuis 1973.

Comme il a été prouvé en plusieurs occasions, l'opinion publique internationale peut contribuer à dévoiler ces crimes et à défendre les victimes de cette sauvage répression.

Les démocrates et les progressistes français, comme ceux du monde entier ont un rôle important à jouer dans la dénonciation et l'isolement de la dictature uruguayenne.

Communiqué de presse

## LIBAN

### Sarkis élu UN NOUVEAU PRESIDENT REJETE PAR LA GAUCHE

Le Liban a un nouveau président depuis samedi dernier. Il s'agit d'Elias Sarkis, ancien directeur de la Banque centrale du Liban.

L'élection ne s'est pas déroulée sans mal. La gauche a demandé son report et a appelé au boycott du scrutin. C'est sous la protection de la Saika (organisation de la résistance pro-syrienne) et de l'Armée de libération de la Palestine (contrôlée par les officiers syriens) que les députés ont pu se rendre au siège provisoire du Parlement. Celui-ci essayait des tirs nourris pendant toute la matinée. Seuls 69 des 98 parlementaires participaient au scrutin. 66 membres votaient pour Sarkis, 3 s'abstenaient.

L'élection a pu se dérouler grâce à l'accord retrouvé de la droite autour

d'un candidat unique. Le Parti national libéral de Camille Chamoun décidait enfin de soutenir le candidat appuyé par la Syrie et la majorité des Etats arabes.

Les conditions dans lesquelles le scrutin s'est déroulé ont été très difficiles. Un arrêt des hostilités ne pourra intervenir que si Sarkis fait un minimum de concessions à la gauche. Cela pourrait être un retrait des troupes syriennes, dont le leader du camp anti-réactionnaire Kamal Joumbatt dénonce l'ingérence dans les affaires intérieures libanaises. Cela permettrait au nouvel élu d'avoir le soutien effectif de l'Armée du Liban arabe (secession de l'armée libanaise ayant entraîné 70 % des effectifs dans le camp progressiste) qui s'est déclarée favorable à l'élection de Sarkis remplaçant Frangié, considéré comme le « responsable de la guerre civile ».

Mais pour l'instant la gauche durcit ses déclarations. Elle dénonce les conditions de l'élection et rejette le résultat du scrutin. Elle appelle ses militants à tenir bon sur leurs positions...

Cependant son échec à obtenir le report des élections contribuera à accroître son isolement et à commencer la répression.

R.B

## la Hongrie 20 ans après 56

de notre envoyé spécial F. Dupain

Un budget fortement déséquilibré, une balance commerciale déficitaire de plusieurs milliards, une productivité toujours en baisse... la Hongrie est loin des objectifs prévus par le quatrième plan quinquennal, venu à son terme fin 1975.

Pour tenter de remédier à cet état de choses, plusieurs mesures sont prises : accentuation de la productivité par la remise au goût du jour ; sous le vocable pudique de « renforcement des normes » d'un système de parcellisation accentuée des tâches ; coup d'arrêt donné à l'embauche dans les secteurs tertiaires, de manière à orienter vers la production industrielle une jeunesse qui s'y trouve mal préparée ; mesure allant de paire avec un renforcement de la sélection scolaire et universitaire ; revalorisation, toute verbale, du travail manuel, très comparable à la campagne de propagande actuellement développée en France.

De plus, les difficultés matérielles quotidiennes que rencontrent les Hongrois sont innombrables : mauvais approvisionnement en denrée de base d'un marché chaotique, problème insoluble du logement, inflation croissante, frappant en premier lieu le pouvoir d'achat des ménages.

Etant donné, d'autre part, que les médias distillent en permanence une idéologie de la consommation comme critère du statut social, on comprend que beaucoup ne se préoccupent effectivement que des trois K symboliques : logement, voiture, chien... (en Hongrois : kégli, kocsi, kutya).

Situation économique très difficile, modèle de consommation petit bourgeois, proclamation « socialistes »... La coexistence contradictoire de ces trois niveaux de réalité est une des premières découvertes du voyageur, que notre envoyé spécial décrit dans une série de quatre articles.

### 1/ LOGEMENT, VOITURE, CHIEN...

Arrivant à Budapest en cette fin d'avril, on ne peut manquer d'être frappé par l'air de fête de la ville : des drapeaux rouges et tricolores flottent sur les usines, les édifices publics, les immeubles, les ponts ; des affiches bariolées couvrent les murs et annoncent que la Hongrie fête simultanément trois événements :

— Le 31<sup>ème</sup> anniversaire de sa libération du joug nazi par les troupes soviétiques.

— Le tri-centenaire de la naissance de Rakoczi, prince de Transylvanie, leader d'une révolte de hobereaux nationalistes contre la domination autrichienne.

— L'organisation, à l'initiative du mouvement de Jeunesse du Parti, de journées de la jeunesse révolutionnaire.

#### Le culte du héros

Intéressant amalgame que caricature fort pertinemment l'esprit frondeur des Hongrois, prétendant que le visage apparaissant sur l'une des affiches célébrant la Jeunesse Révolutionnaire est celui de Jan Palach, martyr du printemps de Prague.

Cet amalgame délibéré est constant ; les programmes de télévision en témoignent : lorsqu'après avoir, les yeux fixés sur l'écran, exécuté les quelques mouvements de gymnastique présentés chaque soir, les téléspectateurs se laissent se laisser tomber dans leur fauteuil, c'est pour suivre l'une ou l'autre de ces émissions « historiques » célébrant les traditionnelles vertus nationales et le culte de tel ou tel héros des luttes pour l'indépendance.

Le temps d'essayer furtivement quelques larmes d'attendrissement et de faire, entre soi, quelques fortes allusions à l'oppression que que subirait actuellement les communautés hongroises de Roumanie, et l'on passe au « débat » au cours duquel, inmanquablement, quelque officiel démontre la filiation directe unissant les grands acêtres aux communistes, leurs dignes continuateurs dans l'œuvre d'accomplissement de l'indépendance nationale.

Le projet est explicite : il s'agit, par l'exaltation grandiloquente d'un nationalisme aux résonances chauvines caractérisées, et parfois rascistes-antisémites, de masquer et justifier la dépendance fondamentale économique et politique de la Hongrie par rapport à l'URSS, durement et amèrement ressentie par tous les hongrois.

#### Un statut de petits bourgeois consommateurs

Bien entendu, ce sont aussi les difficultés matérielles quotidiennes que l'on se propose ainsi de noyer sous un flot de grands sentiments.



Devant la vitrine d'un magasin à Budapest (Photo Cartier-Bresson Magnum)

Fuite devant le réel, substitutisme, démagogie, incantation, encouragement systématique des comportements petits-bourgeois, c'est la pratique quotidienne des couches dirigeantes qui ne redoutent rien tant que de voir risquer au terme d'une analyse concrète de la situation, la remise en cause de leur pouvoir et de leur privilèges.

Un intellectuel désabusé nous dit : « Si nous n'avons pas d'avenir, du moins avons-nous un beau passé ». Un autre : « Individualisme, chauvinisme, deux aspects d'une même réalité ; le seul présent que l'on nous propose : la recherche d'un médiocre statut social de petit-bourgeois consommateurs, et si encore nous étions vraiment sortis de la pénurie ! L'exaltation mythique d'une fallacieuse grandeur nationale... La schizophrénie institutionnalisée... le taux de suicide le plus élevé du monde n'est pas en voie de régresser... »

La ville est en fête, les drapeaux claquent au vent. Sous le soleil d'avril ils proclament un « socialisme aux couleurs de la Hongrie. »

DEMA'N : A QUO REVE UN TECHNOCRATE ?

### LES COCORICOS DU PCF

Marchais : vive la Saviem en Lorraine !

Georges Marchais s'est félicité de la décision de créer une usine Saviem dans la région de Briey qui emploiera 3 000 personnes. « C'est une victoire exemplaire » a-t-il souligné, avant de préciser : « Les travailleurs de toutes les régions en

difficulté, en particulier ceux des régions frontalières mises à la merci du grand capital européen en tireront expérience. Ils feront retentir plus fort leur mot d'ordre : Nous voulons travailler au pays. Nous voulons travailler en France ! » C'est tellement mieux de se faire exploiter par un patron français que par un patron allemand !

Catala : PC-UDR même combat !

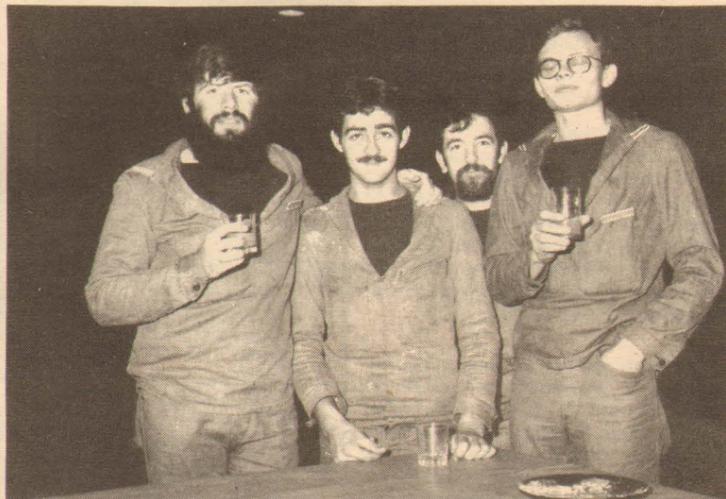
« Des points de convergence existent

entre le Parti communiste et les vrais gaullistes sur le plan de la défense nationale » a déclaré Jean-Michel Catala, vendredi soir à Strasbourg. Le secrétaire général des Jeunesses communistes a ajouté :

« Le combat commun dans la résistance et contre une communauté européenne de défense illustrent ces convergences qui amènent de plus en plus de gaullistes véritables à dénoncer la politique pratiquée par Giscard d'Estaing »

## LIBEREZ LES DEUX ANTI FASCISTES EMPRISONNES

A Levallois, la campagne se développe



A gauche sur la photo, Serge Mazoué condamné à huit mois de prison ferme plus quatre mois vec sursis.

La campagne pour Serge Mazoué et Jean-Jacques Lahyani prend de l'ampleur. Le comité pour leur libération avait déjà, entre le procès et le verdict fait signer massivement une pétition : 150 collégiens au CET-LT Paul Langevin et au CET-LT ENREA de Clichy. La pétition avait circulé dans les principales boîtes de Levallois : Locatel, CGEE, et la Thomson. D'ores et déjà, l'équipe de doot-ball a de la ville a demandé la mise en liberté des deux anti-fascistes, de même que Pascal Menotti, champion de France universitaire de boxe. Le responsable des Jeunesses communistes sur Levallois Zinedine Medouni et le responsable des Pionniers de France se sont solidarisés avec les deux emprisonnés ainsi que le responsable des discothèques de la ville. Michel Bertrand, membre du Parti socialiste a assuré le Comité pour la libération de Serge Mazoué et de Jean-Jacques Lahyani qu'une question orale serait posée, lors de l'une des prochaines réunions de l'Assemblée nationale.

Une nouvelle pétition va circuler qui devrait être signée par une cinquantaine de personnalités locales dont des dirigeants syndicaux. Un appel a été fait en direction des organisations ouvrières pour l'organisation d'un meeting à Levallois en début de semaine. L'exemple de Levallois doit être généralisé pour que soit cassé le scandaleux verdict de la 3<sup>e</sup>

Chambre correctionnelle. Cette défense des anti-fascistes doit être la fait de tout le mouvement ouvrier.

Ecrivez à nos deux camarades emprisonnés : Serge Mazoué n° d'écroû 183889 F 210, Jean-Jacques Lahyani n° 184887 C 310, Maison d'Arrêt de la Santé 42, rue de la Santé 75014.

#### COMMUNIQUE DE LA FEDERATION DE PARIS DU PARTI SOCIALISTE

Alors qu'ils rentraient d'une réunion publique, deux militants de « Rouge » ont été suavement agressés par un groupe de jeunes fascistes. Ils viennent d'être condamnés à des peines de prison ferme pour avoir légitimement répondu à la violence de leurs agresseurs.

La fédération de Paris du Parti socialiste proteste énergiquement contre ces condamnations injustifiées. Le pouvoir actuel, aculé par la crise du système et la montée des revendications qui en découlent, se sert des groupes d'extrême-droite pour faire peur aux travailleurs et ainsi prouver la nécessité d'un Etat fort et répressif. La recrudescence des actions de ces nervis fascistes dont les récentes agressions dans les lycées et les facultés constituent d'autres illustrations ne peut qu'inquiéter les organisations de gauche qui doivent mettre en tout en œuvre pour dénoncer cette collusion de plus en plus évidente entre l'extrême-droite et la droite au pouvoir.

## Conférence franco-africaine UN PACIFISME EN TROMPE L'OEIL

Ce lundi, s'ouvre la troisième Conférence Franco-Africaine, à laquelle vingt Etats d'Afrique vont participer. Ces assises se poursuivront jusqu'à mardi après-midi. Les deux précédentes conférences avaient eu lieu en novembre 1973 à Paris avec Pompidou et en Mars 75 à Bangui (République Centre-africaine) en présence de Giscard. Les objectifs d'une telle rencontre ? « il s'agira surtout de définir la contribution que les participants sont en mesure d'apporter aux deux grands débats économiques du moment qui se poursuivent l'un au sein de la CNUCED, l'autre dans le cadre du dialogue Nord-Sud » (interview de Giscard au « Monde » du 4 mai). Plus concrètement, de débattre de la question des matières premières, de leur prix, des conditions d'échanges, du transfert de technologie, etc.

Mais d'autres thèmes seront certainement évoqués. En déclarant que « l'atmosphère qui présidera au débat sera politique » Giscard souligne par avance que les débats vont porter également sur la situation en Afrique Australe et la décolonisation du con-

tinant africain. Le fait est que beaucoup de régimes néo-coloniaux ont mal vécu l'affaire angolaise et la modification des rapports de force qui s'en est suivi.

C'est une occasion pour le gouvernement français, après sa volte-face angolaise (reconnaissance de la République populaire d'Angola sans consulter ses partenaires de la CEE), de prêcher « le libéralisme, la tolérance, la concertation et le dialogue comme moyens privilégiés de prévenir les tensions et de régler pacifiquement les différents entre nations » (extrait du communiqué Franco-Ivoirien). Un pacifisme en trompe l'œil qui cadre mal avec l'attitude de la France en ce qui concerne Djibouti dont l'indépendance « à la française » est unanimement condamnée même par les Etats les plus modérés, et Mayotte (demeurée française par un tour de passe-passe après l'indépendance des Comores auxquelles elle était auparavant rattachée) dont l'avenir est en cours de rediscussion dans les instances de l'OUA.

Frédéric Tenalle

## PARTI SOCIALISTE

### « ET » ou « OU » ?

La plupart des congrès fédéraux du Parti socialiste se réunissent ce week-end pour préparer le congrès national de samedi et dimanche prochains à Dijon. En règle générale, la seule motion, rédigée en commun par la majorité et le CERES, a été approuvée à l'unanimité.

Unanimité de façade si l'on en juge par les récentes prises de position de François Mitterrand et de Didier Motchane à propos de cette motion. Celle-ci déclare notamment : « il appartiendra au comité directeur national pour les communes de trente mille habitants et plus, et aux instances fédérales dirigeantes pour les autres, de trancher en dernier ressort sur les raisons qui auront conduit telle section ou telle fédération à se prévaloir d'une situation particulière et à opposer un refus aux exigences qu'elles auront estimé excessives ».

L'interprétation du premier secrétaire est la suivante : les dérogations à des listes d'Union de la gauche seront possibles, soit dans le cas de « situations particulières », soit dans le cas d'« exigences excessives » de la part du parti communiste.

Le leader du CERES estime au contraire que les deux exceptions à la règle générale sont liées entre elles, et qu'une situation particulière découle forcément d'« exigences excessives » de la part des partenaires communistes.

En somme, l'un pense « ou » et l'autre pense « et ». Le congrès se prépare donc autour d'une question de syntaxe. Bataille apparemment dérisoire si elle ne traduisait pas les ambiguïtés qui présideront aux assises de Dijon.

Pour la majorité du parti, il s'agit d'assurer une transition « en douceur » aux vieilles notabilités locales qui avaient construit leurs clientèles électorales sur la base d'alliances plus que douteuses avec la droite. En permettant, par exemple à Defferre et Mayroy de constituer des listes socialistes homogènes à Marseille et à Lille, sur la base de « particularités locales »...

Pour le CERES, à l'opposé, il s'agit de se démarquer coûte que coûte de la direction après le ralliement du dernier comité directeur jugé un peu rapide par une partie des militants. Il n'est même pas interdit de penser que la minorité du PS présente à la dernière minute un amendement qui lui permettrait de se compter.

Pierre Julien

## ETUDIANT

# NOUVEAU SOUFFLE POUR TROIS BATAILLES

Après avoir rendu compte (Rouge du 7 et du 8 mai) des travaux de la cinquième coordination nationale étudiante, nous publions aujourd'hui les principaux passages des quatre motions soumises au vote. La motion majoritaire est la Motion 4, (86 voix) soutenue entre autres par la LCR, le PSU et le MAS. La Motion 2 est celle présentée par l'UNEF (23 voix). Derrière la Motion 1 (28 voix) ne se retrouve aucun courant organisé. La motion 3, soutenue par Révolution l'Humanité Rouge, le PCR et divers maoïstes, a reçu 55 voix.

Aujourd'hui reste à attendre le résultat des démarches pour lesquelles est mandaté le collectif issu de la coordination : rencontrer les syndicats pour l'organisation d'une « table ronde nationale sur la formation », demander au SNESup et au SGEN leur position sur les revendications concernant les examens, et obtenir une entrevue avec Saunier-Seïté pour qu'elle réponde publiquement à l'ensemble des exigences étudiantes. Reste aussi dans les facultés, à partir de la journée d'action annoncée pour demain, à engager une triple bataille.



### MOTION 1

« Cette coordination, une fois de plus, n'offrira pas aux étudiants, les perspectives qu'ils réclament. Une fois encore, les débats de politiciens initiés, les compromis minables ont prévalu et ceci à un moment particulièrement critique pour le mouvement. Les faits tiennent bon, la plupart sont encore en grève (...). Pourtant la découragement se fait jour à cause du manque de per-

### MOTION 2

« Après avoir constaté que « dans toutes les Universités, l'action se poursuit, y compris là où les cours ont repris », elle poursuit : « cependant l'ampleur et la durée du mouvement ont déjà contraint le gouvernement à de premiers reculs ». Suit l'énumération des six points, connus, sur lesquels l'UNEF et le SNESup affirment que Saunier-Seïté a reculé. « La coordination appelle les étudiants à poursuivre la lutte, pour obtenir l'abrogation d'une réforme nocive dont, en tout état de cause le cadre général demeure, pour que les premiers acquis soient traduits dans de nouveaux textes, de

### MOTION 3

Elle commence en reprenant en partie le « préambule aux revendications » voté à la précédente coordination nationale (Rouge du 29 avril), puis en réaffirmant la nécessité de la grève générale de l'Université. Ensuite : « après trois mois de grève le pouvoir a enfin trouvé ses alliés, (...) (UNEF, SNESup, Conférence des présidents). (...) Mais on ne peut pas seulement se contenter à la dénonciation de ces forces sans engager la responsabilité de l'orientation actuelle du mouvement qui à travers les motions majoritaires depuis Amiens, a entretenu la confusion et ainsi empêché les débats politiques qui auraient permis la clarification des deux lignes qui s'opposent : corporatisme ou remise en cause de

### MOTION 4 (Majoritaire)

Après avoir rappelé que la réforme du second cycle tente de donner corps à toutes les réformes de l'Université, la motion poursuit : « Le mouvement étudiant ne peut vaincre seul. Comprendre la nécessité de l'unité enseignants-étudiants-personnel, les quatre coordinations nationales ont appelé à la grève générale de l'Université. Elles ont essuyé de la part des directions du SNESup et de la FEN un refus catégorique. (...) Demain si nous retrouvons sans avoir obtenu l'abrogation, lourde sera leur responsabilité. (...) Ces mêmes directions, en alliance avec l'UNEF, nous proposent d'amender la réforme, (...) Dans l'unité contre les manœuvres de division de l'UNEF et du SNESup, nous revendiquons toujours l'abrogation pure et simple ». Le texte continue sur les perspectives : « Aujourd'hui, il n'est pas question que les étudiants rentrent en cours. Il s'agit de donner un nouveau souffle au mouvement, c'est à dire de reprendre la mobilisation à la base en discutant avec les enseignants UER par UER notamment sur les examens. Pour approfondir notre refus : notre combat n'est pas la défense corporatiste de

Celle des examens en imposant UER par UER des commissions paritaires avec les enseignants pour discuter de leurs modalités et combattre toute pénalisation pour fait de grève. Déjà certaines administrations passent à l'offensive sur cette question. A St Maur, le président de l'Université a décidé la suppression du contrôle continu et le passage des épreuves dans 15 jours sur tout le programme de l'année. Un diplôme à la tête du client puisque les conseils d'UER débattront ensuite des passages et des possibilités de « rattrapage ». Un exemple qui milite en faveur d'exigences nationales sur les examens.

Deuxième bataille, celle des plates formes revendicatives à compléter et discuter. Troisième, celle du lien aux travailleurs en lutte. Pour mener à bien ces trois objectifs, pour obtenir gain de cause en particulier sur la question des examens il importe de continuer la grève, de la consolider, de lui donner un nouveau souffle.

spectives (...). Certains veulent enterrer la grève. L'UNEF bien sûr mais aussi à mots couverts, les organisations qui ont maintenant le culot de parler de lutte à longue haleine et de restructuration du mouvement, alors qu'elles l'ont amené à la défaite les années précédentes et qu'elles n'ont aucune proposition maintenant pour sortir de l'impasse. Nous, notre position (...):

telle façon que le gouvernement ne puisse pas revenir dessus, pour obliger le gouvernement à poursuivre les négociations... pour que les diplômes soient délivrés dans toutes les universités (...). Les mots d'ordre adoptés par la dernière coordination nationale ont démontré dans les faits leur caractère irresponsable et inefficace, leur incapacité à mobiliser la majorité des étudiants ». La motion se termine par un appel à « décider de la poursuite, faculté par faculté, de la lutte sous toutes les formes qui permettent qu'un mouvement de conserver son caractère

l'Université de classe. (...) Nous refusons la logique de ceux qui nous divisent sur la fausse contradiction : unité à la base ou au sommet. C'est sur la base d'une unité avec les travailleurs en lutte que pourra s'opérer une réelle unité avec les syndicats sur nos propres mots d'ordre. Le point central qui nous unit est le rejet du système capitaliste.

Une semaine d'action organisée par les coordinations nationales est ensuite proposée. Avec l'objectif de « faire de Lip et de la Sonacotra un thème national », de réaliser des « occupations des locaux universitaires », et de multiplier les « initiatives éclatées localement ». Sur les examens : « Il n'est pas question de

exercer dans les semaines qui viennent une pression maximum contre le pouvoir ».

Suivent des propositions concrètes de « remise en cause des examens » et de « non passage en cas de non satisfaction des revendications », de « manifs éclatées dans les villes », de liaison avec les travailleurs...

massif ». Un texte additif sur les examens s'oppose à toute pénalisation pour fait de grève et propose : « report et aménagement du calendrier des examens avec un délai suffisant de révisions ; maintien des deux sessions ; aménagement du contenu par l'aménagement des programmes du second semestre, des questions ne portant que sur les programmes traités en dehors de la grève, l'organisation de cours et de TD de rattrapage, l'édition de polycopiés de révision ; aménagement des modalités de contrôle des connaissances par le choix libre entre contrôle continu et terminal, ... »

poser cette question en dehors de la grève » et « nous proposons qu'un débat et vote indicatif aient lieu (...) car les faits ne sont pas mandatés de manière claire et unifiée ».

Sur la structuration du mouvement : « Les coordinations régionales doivent élire des délégués au collectif national. Il n'est pas question que ceux qui négocient dans le dos du mouvement et appellent à la reprise des cours y participent. La plate forme (proposée) sert à donner un sens positif à notre mobilisation, un sens concret à l'unité avec les travailleurs, et ne peut en aucun cas servir de base d'appel parachuté du sommet à un soit disant mouvement étudiant unitaire et permanent ».

avec les travailleurs ». Cela signifie : la participation aux initiatives des travailleurs en lutte et une « journée nationale d'action le 11 mai en direction de la population ». Suit une plate forme complétant celle votée à Censier, et une motion « examens ». Elle propose des « formes collectives d'examens » et exige : une semaine nationale de passage des épreuves du 8 au 14 juin, pas de pénalisation pour fait de grève, pas de cours de rattrapage, annulation des partiels faits pendant la grève, une session en juin et une en octobre suivant les mêmes modalités, établissement des programmes et des sujets dans les AG d'UER sur la base qui a été vu avant la grève, oraux publics, validation automatique des enseignements du second semestre qui n'ont pu avoir lieu, et instauration de commissions mixtes étudiants-enseignants par université et UER chargés de contrôler les programmes et les modalités de contrôle. Enfin, des coordinations régionales devront être organisées dans la semaine pour débattre : des examens, des plates formes, des moyens d'une lutte prolongée, des liens avec les luttes régionales.

L Y A... 207 ANS

### PONTE NUOVU

Le 8 mai 1769, les troupes françaises dirigées par le Comte de Vaux écrasèrent à Ponte Nuovu les milices corses de Paoli ; en novembre 1755, ce dernier avait fait voter par une assemblée insulaire la première Constitution démocratique de toute l'Europe si l'on excepte celle de l'Angleterre cromwellienne. Le droit de vote est accordé aux femmes et le service militaire instauré. Plusieurs décennies avant la République française, la Corse est devenue une République bourgeoise. Mais, un tel exemple est devenu insupportable pour les royautes de l'Europe. Gênes qui, en théorie est toujours détentrice de la Corse, vend l'île à Louis XV qui y envoie aussitôt son armée. Après Ponte Nuovu, la résistance continue, mais sera écrasée sous Napoléon. La Corse indépendante aura vécu en tout et pour tout quatorze années.

## UN 13 MAI « REVENDICATIF »

Dès le mois d'avril, la CGT et la CFDT avaient annoncé que le 1<sup>er</sup> Mai serait un tremplin vers les journées d'action du 6 et du 13 mai. La journée du 6, axée pourtant sur le thème primordial des accidents du travail, n'a eu, faute de mot d'ordre central - qu'un écho tout à fait limité. Et, disons-le franchement, celle du 13 s'annonce mal.

On pouvait attendre à une pareille date, que cette journée constitue effectivement un élargissement dans la lutte pour les revendications ouvrières contre le pouvoir et le patronat. Elle aurait pu de fait tracer une perspective de mobilisation, si le PC et le PS, comme ils l'avaient fait un 13 mai 68, avaient participé à une mobilisation unitaire. Mais le PC et le PS ont préféré rester dans une prudente abstention. Et l'*Humanité* dimanche présente cette journée comme un « grand mouvement revendicatif ». Une façon comme une autre de lui retirer toute portée politique.

Mais ce 13 mai « revendicatif » s'annonce aussi comme une journée fort diversifiée, et dans des formes de lutte et dans ses revendications. « Chaque fédération ajuste ses revendications » explique l'*Humanité* dimanche. Et la *Vie ouvrière* détaille les raisons de cette journée : ceux de la Fonction publique contre les contrats ; les métallurgistes contre la grille des salaires patronale, ceux du Livre et de l'Aérospatiale « contre la liquidation d'industries nationales », ceux de la Chimie pour la défense de l'emploi... Ainsi le 13 s'annonce non pas comme une journée, mais comme une somme de journées :

autant de corporations, autant de préoccupations. « Une puissante journée nationale d'actions de masse » expliquait Allamy dans la VO. Mais cette façon de mettre l'action au pluriel limite par avance et sa puissance et son caractère de masse.

De son côté, Michel Rolant, dans *Syndicalisme hebdo*, annonce lui aussi la couleur : « Qui dit journée nationale ne dit pas pour autant « journée unitaire ». Il appartient aux travailleurs de trouver avec leurs organisations syndicales les formes d'action qui paraîtront les mieux adaptées... »

Cet hymne à la diversité est de mauvais augure. A l'heure où toutes les luttes importantes buttent sur le verrou d'un gouvernement minoritaire qui manifeste une intransigeance forcée sur les revendications, et pratique la répression syndicale sur une grande échelle, c'est d'une riposte centralisée que les travailleurs ont besoin. Et d'abord d'une plate-forme revendicative commune CGT-CFDT centrée sur les revendications les plus urgentes face à la crise : 2 000 francs minimum, 300 francs pour tous, l'indexation des salaires sur les prix basée sur un indice syndical commun, les 35 heures et la nationalisation sous contrôle ouvrier de toutes les entreprises qui ferment ou qui licencient.

Ce 13 mai, les travailleurs qui se mobiliseront le feront sans illusion et sans enthousiasme. Les révolutionnaires, quant à eux, mettront cette journée à profit pour discuter avec eux des revendications et de la seule riposte possible au gouvernement Giscard : celle qu'on fait tous ensemble.

F.L.

## TRIBUNE des luttes

Communiqué

Déclaration du Bureau National  
de la CFDT

### « LA LOI ANTI-CASSEURS... POUR CASSER L'ACTION SYNDICALE »

Le 3 mai dernier, le tribunal correctionnel de Quimper condamnait neuf militants de la FGA-CFDT du Finistère à deux mois de prison avec sursis. La loi anti-casseurs devenue article 314 du code pénal, donne la base juridique de l'inculpation, alors que lors des débats parlementaires, le ministre de la justice avait pris l'engagement de ne pas l'utiliser contre les militants syndicaux.

En effet, le tribunal a condamné les responsables pour deux motifs :  
- deux véhicules dont les conducteurs ont tenté de forcer le défilé auraient été légèrement endommagés,  
- des macarons de solidarité ont été proposés aux passants

Ce défilé se situait au mois d'avril 75 dans le cadre d'une manifestation organisée par la CFDT Agriculture du Finistère afin de soutenir l'action des salariés du Crédit Agricole et de la Caisse d'Assurances agricoles en grève depuis plusieurs semaines.

Le ministère public a affirmé que les responsables avaient intentionnellement décidé de vendre sous la contrainte des vignettes, ce qui est contraire à la réalité et... les juges ont suivi...

Elle s'élève contre

La CFDT dénonce l'utilisation de l'article 314 qui suppose une action concertée menée à force ouverte pour réprimer une manifestation syndicale habituelle sur la voie publique.

Elle s'élève contre la personnalisation des condamnations sur la tête des responsables du bureau syndical départemental dont certains n'étaient même pas présents sur le lieu de la manifestation.

La CFDT considère que cette décision prise délibérément plus d'un an après les faits est une mesure de représailles contre l'action des militants CFDT dans ce département.

L'utilisation contre les organisations syndicales d'un texte destiné « à lutter contre certaines formes de délinquance » est une opération politique, qui tend à assimiler l'action syndicale à un délit. Le jugement de Quimper est d'autant plus grave qu'il intervient au moment où le ministre de l'Intérieur prépare plusieurs projets portant de graves atteintes aux libertés.

Tout cela constitue un nouveau précédent dangereux pour l'exercice des libertés collectives d'expression et de manifestation que la CFDT et l'ensemble des forces démocratiques doivent défendre coûte que coûte.

Paris, le 7 mai 1976

## A deux semaines du 37<sup>e</sup> semaine confédéral LA CFDT ET L'UNITE SYNDICALE

La conception de l'unité syndicale de la CFDT s'inscrit dans sa « stratégie d'union des forces populaires ». Or cette stratégie, dans la mesure où elle se définit comme « l'unité dans l'action des forces populaires cherchant une convergence stratégique pour assurer le passage au socialisme » peut aussi bien justifier l'opportunisme que le sectarisme. L'opportunisme quand, au nom de l'unité avec les prin-

cipales organisations ouvrières, elle signifie le ralliement pur et simple à l'Union de la gauche. Le sectarisme quand, au nom d'une nécessaire convergence stratégique, elle justifie le refus de l'unité. La politique unitaire de la direction confédérale CFDT à l'égard de la CGT est fortement marquée par ce mouvement de balancier, qui va de l'opportunisme au sectarisme.

### De l'accord « de grande portée » du 26 juin...

Ainsi l'accord CFDT-CGT du 26 juin qualifié par Edmond Maire d'accord « de grande portée allant au-delà des accords antérieurs » se situe-t-il dans la phase de ralliement ouvert de la direction confédérale CFDT, si ce n'est à l'Union de la gauche, du moins à la campagne électorale de Mitterrand, puis au PS lui-même. Cet accord en effet réussissait le tour de force de passer sous silence la polémique publique qui avait opposé deux mois plus tôt la CGT à la CFDT de Lip, des banques, et de la Basse Normandie sur la pratique des luttes. Mieux, l'accord condamnait toute forme de comité qualifiée par avance d'« irresponsable »!

Or la justification fondamentale CET ACCORD 2LABOR2 PR2CIPITAMMENT « SANS D2BAT PR2ALABLE APPROFONDI SE SITUAIT BEL ET BIEN » DANS LE RALLIEMENT COMMUN DE LA CGT et de la CFDT à la candidature de Mitterrand, comme le reconnaît le rapport général pour le

37<sup>e</sup> congrès : « cet accord repose sur la constatation que l'unité d'action a été un élément déterminant dans la lutte sociale de ces dernières années et que la bataille lors de l'élection présidentielle a montré la possibilité d'établir entre les deux organisations des convergences durables. »

Avec la polémique PC-PS, la « grande portée » de l'accord du 26 juin devait faire long feu ! Au point qu'après avoir affirmé dans l'avant-projet de résolution pour le congrès que l'accord du 26 juin avait « confirmé et enrichi l'unité d'action », le projet définitif se contente de constater que « l'accord CFDT-CGT du 26 juin 1974 se situe dans le contexte » de l'unité d'action nécessaire !

Le rapport général pour le congrès en vient à se féliciter de l'unité conflictuelle actuelle car ainsi « toute ambiguïté disparaîtra, notamment sur l'éventualité de l'unité organique ». Un comble !

### ...au refus d'envisager l'unité organique

Car le revers de l'opportunisme illustré par l'accord du 26 juin est bien le sectarisme qui met comme préalable à l'unité organique un accord politique sur le socialisme et la stratégie de passage au socialisme. Ainsi la résolution met-elle comme condition à une unification dans une centrale syndicale unique « une authentique indépendance, une même conception du syndicalisme et du socialisme, un fonctionnement démocratique... »

Et Edmond Maire reproche à quiconque parle d'unité organique de vouloir limiter le rôle du syndicat à une lutte revendicative immédiate (sur laquelle l'unité serait plus facile) en gommant le rôle politique du syndicat comme agent de tran-

sformation de la société.

Si ce genre de tentation semble avoir existé dans la fédération de la métallurgie de la CFDT, telle n'est pas notre position.

Il nous semble en effet que le seul et unique préalable à l'unité organique devrait être une conception commune de la démocratie syndicale et de la démocratie ouvrière : le respect du fédéralisme syndical, la « possibilité d'expression des diverses opinions », le développement des assemblées générales, souveraines lors des luttes, où tous ceux qui participent à la lutte peuvent faire leurs propositions... Quant au débat sur le socialisme, et la stratégie de passage au socialisme, il nous semble pouvoir être largement mené dans la même centrale syndicale.

### Une logique scissionniste

En effet, si l'accord sur la stratégie politique est un préalable à l'unité organique, le danger est grand de tomber dans une logique scissionniste, opposant à la formule « un patron, un syndicat » la formule « un parti, un syndicat », ou « une politique, un syndicat ».

La CFDT n'en est pas là. Mais, tant au Portugal qu'en Espagne, son rôle est moins de favoriser l'unité syndicale que la division.

Ainsi J. Moreau et E. Le Beller représentent-ils la confédération à une réunion nationale entreprises du PS portugais, apportant de fait leur appui à ceux qui estiment qu'on ne peut pas être dans le même syndicat que les communistes. De même la CFDT soutient ouvertement le syndicat U.S.O. en Espagne contre les structures unitaires des commissions ouvrières.

Partout l'argument est le même : la division

syndicale n'empêche pas l'unité d'action. Regardez la France ! La division est même la condition pour que l'unité d'action se fasse en toute clarté !

Si cette logique devait s'appliquer au sein de la CFDT elle-même, le danger serait grand de voir se développer une chasse aux sorcières qui n'aurait rien à envier à la CGT. Verra-t-on par exemple un jour Edmond Maire expliquer qu'on ne peut avoir de responsabilités à la CFDT si on est pour le programme commun, ou au contraire pour le pouvoir des conseils, comme on voit aujourd'hui Georges Seguy écrire dans son livre « Lutter » qu'on ne peut pas avoir de responsabilités à la CGT si on est « systématiquement » opposé aux orientations confédérales !

R. Yvetot

## « Si vous avez des accidents du travail, c'est parce que vous buvez trop... ! »

Le 6 mai était une journée d'action contre les conditions de sécurité dans les entreprises. Chiffres à l'appui, les centrales syndicales CGT et CFDT avaient attiré l'attention sur l'augmentation du nombre des accidents du travail. Dans son numéro de samedi, le *Parisien Libéré* titre : « Le CNPF réplique à la CGT et à la CFDT ». Très curieux de connaître l'argumentation patronale on ouvre ce journal. On peut y lire : « Les deux centrales ont avancé le chiffre total de 1 154 976 accidents survenus en 1974, soit une augmentation de 1,45 % sur celui de l'année précédente ».

Ainsi les centrales syndicales

ont « avancé » un chiffre. On se demande bien d'où elles le tiennent ! des statistiques officielles de la CNAM tout simplement. Le lecteur n'en saura rien. Plus loin, on peut lire : « les accidents du travail augmentent. Ceci est faux rétorque le CNPF. »

Suit une démonstration passablement alambiquée où l'on parle de chiffres, de pourcentages divers, du nombre de tués, mais où l'on ne dit pas un mot du nombre des accidents du travail. Belle réfutation. On aura compris que les six soi-disant « contre-vérités » syndicales sont réfutées avec la même bonne foi par le CNPF auquel le *Parisien* se fait complaisamment l'écho.

Par contre, le parisien a trouvé le responsable des accidents du travail. Bien entendu ce ne sont pas les conditions de travail, le non-respect des règles de sécurité, le manque de formation, non c'est « l'alcool... facteur n°1 des accidents du travail ».

De plus, le *Parisien* fait remarquer que les ouvriers qui boivent n'ont plus d'excuse car la société française d'aujourd'hui, c'est l'abondance « à ne considérer que l'équipement ménager des foyers et le parc automobile qui a remplacé les bicyclettes à la porte des ateliers ». De là à imaginer que ce sont eux qu'il faudrait punir en cas d'accident du travail...

Sacilor (Rombras)

## LES GREVES CONTINUENT

- La CFDT appelle à la reprise
- Les maçons et l'entretien décident de poursuivre la lutte

Sacilor Grandange, le dernier-né de la sidérurgie lorraine, est un des secteurs les plus modernes (aciérie avec four ALP) mais aussi une entreprise qui est récemment rendue célèbre par ses accidents du travail (trois morts en janvier).

L'an dernier l'aciérie de Grandange avait été durant un mois à la pointe de la lutte de différents secteurs de la sidérurgie (hauts-fourneaux, et TIM Sollac d'Hayange), grève dure qui avait été bradée par les directions CFDT et aussi CGT de la boîte. L'échec de cette grève, quoi qu'en pensent les syndicats ajoutés à plusieurs mois de chômage partiel (de 300 à 500 francs amputés par mois) et aux menaces de licenciements avait entraîné une certaine démobilitation qui n'allait être que passagère.

En effet, depuis la journée d'action du 13 avril les actions se développent à Sacilor Grandange Rombras. Des grèves tournantes ponctuelles lancées par la CGT et la CFDT touchent les différents secteurs : d'abord la PFM (mille ouvriers des laminaires) a débrayé quatre fois huit heures pour obtenir des négociations immédiates sur le cahier de revendications. Devant le refus, la grève est reconduite à 99%. Depuis, dès qu'une perspective de négociation apparaît, le travail reprend

pour être arrêté dès qu'il y a réponse négative. Pour casser le mouvement la maîtrise « lamine » elle-même aux changements de poste pour faire croire aux autres équipes que le travail continue.

Puis l'aciérie de Grandange : les maçons funistes des services réfractaires ont démarré un mouvement de quatre fois huit heures de grève pour exiger aussi des négociations sur leur cahier de revendications. Cette grève a été soutenue par le personnel des entretiens mécanique et électrique de l'aciérie pour obtenir aussi satisfaction sur leurs revendications.

Jeudi 6 au soir la CFDT appelait à la reprise aux entretiens et au service réfractaire de l'aciérie. Malgré cela les ouvriers ont décidé de reconduire leur mouvement (maçons à 100%, entretien à 85%) soutenus par la CGT qui appelle à continuer et à élargir l'action. Jusqu'à présent il n'y a pas eu de coordination et d'explication de la lutte autour de ces deux secteurs combattifs avec des revendications unifiantes. Pour faire céder l'UIMM l'Assimilator (patronat lorrain) l'heure est à l'extension et à la coordination sur une plate-forme commune : 300 francs pour tous, diminution d'horaires (33 heures 36). 5ème équipe.

Correspondant Fensch Rouge.

Dans la nuit du 4 au 5 mai, le piquet de grève de OT (Gonesse) est délogé par une milice privée accompagnée de chiens policiers. Les travailleurs ne s'estiment pas battus et restent devant l'usine. En définitive, au petit matin, la milice repart comme elle est venue en promettant de revenir en force. Cette société très spéciale de gardiennage n'a pu être iden-

tifiée, par contre les numéros de voitures qui les véhiculaient ont été relevés : DS noire 75 YA 75, deux berlines immatriculées 350 QC 91 et 157 ARK 75.

Depuis, l'occupation continue mais les travailleurs ont rajouté à leurs revendications (300 F pour tous, cinquième semaine de congé) le départ de l'actuelle direction.

BANQUES

## DES JOURNEES DECISIVES

- Mardi, CGT, CFDT, FO, CFTC se prononcent pour une grève de 24 heures reconductible de toutes les banques
- Après les agences BNP, le centre Bergère est entré en grève. Plusieurs assemblées se sont prononcées pour une grève générale des banques. D'autres attendent des consignes précises et des garanties avant de se lancer dans un mouvement d'ensemble.

Vendredi après-midi, au central Bergère de la BNP à Paris, sur proposition des militants de la CFDT et de FO, une assemblée générale de 400 personnes décidait de s'engager dans une grève générale reconductible : le représentant de la CGT avait expliqué que les décisions prises en AG seraient respectées par son organisation.

Le mouvement du central Bergère vient appuyer la lutte des agences BNP. D'ailleurs les trois syndicats CFDT-CGT-FO appellent l'ensemble des agences BNP-Paris à une lutte d'ensemble reconductible à partir de lundi : et ils les convoquent à un meeting central à Bergère. Mercredi à 10 h. Enfin, toujours sur la BNP, les trois syndicats appellent à des assemblées dans tous les centraux lundi matin : l'attitude de la CGT qui revient de son congrès fédéral de Vichy sera fort importante. Va-t-elle suivre ses militants de Bergère et des agences qui jusqu'à présent ont impulsé le développement de l'action avec la CFDT ou va-t-elle comme sur Barbès, le Lyonnais et la Société Générale, s'attacher à freiner et morceler la mobilisation en cours ?

Au Crédit Lyonnais, comme sur les autres banques, on a longuement et vivement discuté sur les moyens de s'engager sérieusement dans la perspective brusquement ouverte par les quatre fédérations, pour le moment, la CFDT s'efforce d'entraîner une CGT très attentiste dans la tenue d'assemblées par immeubles et par agences afin d'impliquer le maximum de personnel dans la préparation d'un

mouvement d'ensemble. La CFDT prévoit une telle assemblée lundi midi à Levallois.

L'entrée en lutte du central Bergère peut largement influencer sur la mobilisation du Crédit Lyonnais. Mais la proximité des élections du personnel prévues pour jeudi, (elles risquent d'être repoussées à cause des grèves du 13), ne favorise pas un engagement unitaire et massif des organisations syndicales dans la préparation de cette lutte d'ensemble.

Sur la Société Générale les assemblées de vendredi sur les centraux étaient très combattives : elles se prononçaient toutes pour les 24 heures reconductibles ; mais elles ne regroupaient que fort peu de monde. D'ailleurs la CFDT était pratiquement la seule organisation syndicale à impulser ces consultations du personnel. A la coordination des agences de la Société Générale, la CGT s'est refusée à un appel précis, avant que ne se prononcent les directions fédérales. Néanmoins, la CFDT propose aux agences en lutte de se coordonner dès lundi. Au CIC, le personnel semble attendre un mot d'ordre précis de lutte tout spécialement à « la caisse » et « aux dactylos », sur le centre d'Osny, ce sont 135 personnes sur 400 qui se sont prononcées pour la grève dès qu'interviendrait un appel précis des fédérations syndicales.

En province, la lutte continue sur les banques populaires, qui avaient peu bougé en 74. A la BNP Bordeaux, une consultation individuelle à bulletins secrets a été organisée dans le personnel. Malgré ce procédé peu mobilisateur, au centre administratif Arlac, 185 personnes se sont prononcées pour les 24 heures reconductibles et 110 sur les succursales.

Les mobilisations qui se sont développées en fin de semaine, partout où les sections syndicales se sont attachées à discuter avec le personnel sur les conditions d'un tous ensemble victorieux, montrent qu'un large courant se dégage, favorable à une lutte générale sur les banques.

Durant les trois jours qui viennent, ces secteurs déjà en grève ou prêts à se mobiliser, vont se coordonner, et multiplier informations et interventions en direction des secteurs les plus hésitants. Ces secteurs combattifs ont pris au sérieux la perspective de « grève nationale coordonnée et de longue durée », ouverte par les quatre fédérations CGT-CFDT-FO-CFTC. Ces fédérations doivent se prononcer mardi soir sur un mot d'ordre plus précis. Une grève générale des banques est possible : les quatre fédérations elles-mêmes viennent de l'envisager !

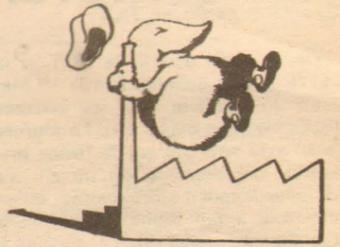
Elle est nécessaire pour parer le plan de restructuration des banquiers. Mais cette grève, déclanchera immédiatement une campagne hystérique contre « les irresponsables qui menacent la reprise ». Une telle situation exige des fédérations et de l'ensemble des militants précision et résolution dans les mots d'ordre pour la préparation rapide et la conduite d'un tel mouvement.

La lutte doit s'ancre sur le personnel de chaque agence et service rassemblé sous l'impulsion des sections syndicales dans des commissions unitaires de préparation. Il est essentiel aujourd'hui de faire circuler l'information entre agences, centres et banques, et de faire savoir, dès à présent à l'ensemble des travailleurs les raisons de la lutte.

S. Lopez.

Correspondant Banques.

en lutte



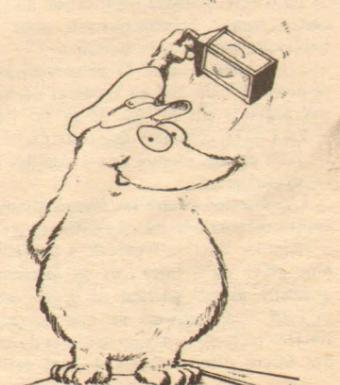
LYON

• Berliet : la tension reste vive : Depuis début 76 de nombreux débrayages affectent l'ensemble des ateliers et bureaux sur des revendications portant sur les classifications, le salaire à 2 100 F, les conditions de travail et l'application du statut Renault. Depuis 4 mois le mur de l'intransigeance patronale n'a toujours pas été ébranlé à Berliet. La combativité reste grande : Berliet-Bourg, les caristes et les magasiniers sont en grève depuis le 17 avril pour une augmentation de salaire : la réponse de la direction, c'est l'engagement de poursuites judiciaires contre les grévistes et le lock-outer l'ensemble des 1 850 ouvriers de l'usine de Bourg. Le centre d'informatique de Saint-Priest est lui aussi en grève depuis le 20 avril pour les classifications. Face à la remise en cause des accords d'entreprise qui prennent fin en juillet prochain la mobilisation commence. Mercredi dernier un meeting réunissait plusieurs milliers de travailleurs.

• Monsieur Pradel et le social : Depuis le 22 avril l'entreprise privée de Villeurbanne effectuant le ramassage dans les 2<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> arrondissements et dans l'ouest lyonnais, est paralysée par une grève de chargeurs. Ce sont 130 travailleurs immigrés qui ont décidé, avec leur section CFDT de s'opposer à une restructuration de l'entreprise entraînant une augmentation des cadences et une diminution des effectifs. Ils demandent 174 h par mois au lieu des 280 actuelles, l'accroissement des effectifs et l'amélioration des conditions de travail. Tout ça ne plait pas à ce bon monsieur Pradel qui n'a rien trouvé de mieux que... d'envoyer le contingent pour casser la grève : c'est que notre « zizi » n'a digéré la lutte récente des éboueurs municipaux qui l'a obligé à céder. Les syndicats exigent le retrait de la troupe et des flics. Aujourd'hui, la CFDT appelle à un rassemblement à Fathony pour une distribution de tracts.

Correspondants

• Montpellier : agression contre un militant syndicaliste. L'UIS-CFDT Montpellier dénonce dans un communiqué l'agression, dont a été victime un militant CFDT, responsable du syndicat Santé, dans les escaliers de son domicile tandis que sa famille était l'objet de menaces.



## LES CAV SE REBIFENT

### 4/ LES PROFESSIONNELS DE LA FRAUDE DES FAITS ET DES CHIFFRES

Enrichissement, sucrages, mouillage, fabrication, falsification d'appellations : la fraude recouvre des réalités différentes. On peut penser qu'elles ont été explorées plus ou moins par tous les trusts qui manipulent les vins. Certains en ont fait néanmoins leur spécialité et l'ont développée à un niveau industriel. Le vin, produit de la fermentation de la pulpe de raisin, n'est pas un élément « naturel » mais simplement le produit de techniques diverses plus ou moins bénéfiques pour le palais ou l'estomac du consommateur.

Mais pour faire « plus de vin » au niveau du chais du négociant, on rajoute de l'eau qu'on rattrape en rajoutant de l'alcool, des produits colorants. La falsification d'appellation constitue une des pratiques les plus simples et les plus « juteuses » pour la fortune des négociants. On a ainsi vu de bons vicegs de Corbières transformés par la magie des étiquettes en authentiques Bordeaux. Mais la matière première reste encore le produit de la vigne. La tentation devient, alors forte de s'en passer en « fkbICANT » les visn sans raisins. De sordides trafics se sont ainsi institués à base d'acide tartrique présent naturellement dans le vin), l'ocœocyanine (colorant de la peau de raisin) et de tannins. Beaucoup semblent avoir franchi le pas dans la profession.

Ramel, un habitué des tribunaux. Ramel, négociant à Meximieux esy



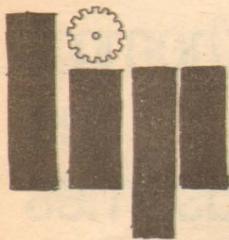
à-dire 20 % du vin qu'il avait importé en plus des 80 % qu'il avait déjà utilisé, Ramel n'a peut-être pas été de mauvaise foi, le témoignage de Monsieur Fourcade établissant que la DIRECTION DU Contrôle des Prix était d'accord pour une telle pratique ».

Le 6 novembre 1961 LE SERVICE DE LA R2PRESSION DES Fraudes prélevait dans la cour de la douane de ce St Louis ROUTE (Haut-Rhin) des vins contenus dans un camion citerne portant l'inscription « Vin Ramel, vin naturel » Les analyses ont révélé que des vins facturés pour 12<sup>e</sup>5 titraient en fait 10<sup>e</sup>. Le 30 mars, la Fédération des vins de table recevait dans une lettre de son avocat les indications suivantes : « enfin, très confidentiellement, je vous indique que mon impression est qu'il sera très difficile, pour ne pas dire impossible, de faire activer les poursuites ». Cette affaire n'a pas eu de suites judiciaires.

La liste serait trop longue des méfaits de Ramel sans compter les non-lieux et les relaxes. Il faudrait aussi parler des vins italiens « fabriqués » à partir de moult Bulgares et Grecs dans une « usine » très spéciale à ANvers (Belgique).

C'est contre ces pratiques que se sont mobilisés les viticulteurs, qu'ils ont décidé de contrôler eux-mêmes les mouvements de vin. Ils ont toutes raisons de ne pas faire confiance aux services officiels de contrôle.

S. Lopez.



Hier à Palente, les « Lips » ont reçu leurs amis

## 10 000 « VISITEURS » A L'USINE OUVERTE

LIP en fête... LIP redevenu réellement LIP, c'est-à-dire un lieu de solidarité, d'amitié et de lutte... LIP que beaucoup ont quitté hier soir avec peine et inquiétude car chacun sent combien les menaces sont plus précises et imminentes qu'en 73.

Pendant deux jours, on s'est retrouvé à LIP, et par ce week-end torride, le parking débordait de voitures et de cars. Outre les travailleurs de toute la région, beaucoup comme les Griffet, venus en car, traversèrent la France, pour venir chercher et respirer un souffle d'espoir. A l'entrée, drapeaux et ballons vous accueillent pendant que des « guides » sont prêts à faire visiter l'usine : les ateliers d'horlogerie, les bureaux de recherche, le quartz enfin exposé aux yeux de tous. Et là, les LIP expliquent inlassablement : des horlogères (84 % des OS sont des femmes) devant leurs chaînes, les bras sur les accoudoirs, les yeux rivés au microscope, manipulent avec précision ces pièces minuscules qui composent une montre.

Plus loin, c'est l'atelier de mécanique, la galvanoplastie, les presses etc, et enfin la passerelle, cette passerelle, en 73, mur vivant de la mobilisation, du mois précédent, lieu de réunion et de débat où se sont forgées les luttes, est certes moins animée que par le passé : une exposition, rappelant les étapes de la longue marche de 73 et des panneaux sur la situation de l'entreprise aujourd'hui. Au bas des escaliers, comme dans le hall de la direction devant la fameuse fresque « galiléenne » de Fred Lip, des stands



L'un des forums, dans l'herbe, sur les pentes proches du petit lac. (Adja)

également similaires, « ceux du passé » eux aussi : cartes postales, badges, auto-collant, cendriers, livres CFDT, livres de Piaget, etc...

### Les liens de la solidarité

Mais, si nombreux sont ceux qui vont effectuer la visite, poser des questions, essayer de comprendre ce qu'est une montre à quartz ou apprécier le degré de précision des

tours, c'est autour du stand, à la buvette et dans les débats sous les arbres que se renouent les liens de la solidarité. Car LIP, pour deux jours est devenu le carrefour des principales luttes pour l'emploi.

Les quinze travailleurs du Parisien libéré qui par leur banderole rouge, marquent l'entrée de l'allée des stands, attirent du monde par leur exposition-photos, l'importance de leur présence est appréciée comme un élément positif. Le stand CGT, vendant un T-shirt rouge « LIP vivra » et une collection de leurs tracts depuis 73 pour 10 francs et enfin leur fameuse brochure sur la CGT et LIP les côtoie. Ensuite plusieurs pôles : d'abord ceux de Griffet, leurs casquettes jaunes et leurs T-shirts blancs sont achetés massivement, les slogans reflètent bien alors ce qui sera la dominante du débat essentiel du week-end : Griffet solidarité-union des luttes ». Face à Caron Ozanne qui diffuse massivement le dixième numéro d'Ouest-Licenciements, le stock des usines Réhault de Fougères se vend sans problèmes. Au point même que leurs panneaux mis en retrait sont quasiment ignorés et que c'est moins de leur lutte qu'on discute que de peinture et de qualité des chaussures !

Pêle-mêle, au fur et à mesure de leur arrivée, on trouve ceux de « Lou Cantou », de chez Bourgeois à Besançon, où une lutte contre la répression patronale est engagée depuis plusieurs mois, du Mivoc (Mouvement viticole), de chez Gambin, du CHU Mondor Créteil, de la Rhodiacta, la coordination Sonacotra, les étudiants expliquant leur grève, la réforme etc... et bien d'autres encore, qui ne tiennent pas forcément de stand, comme l'IMRO de Rouen par exemple.

### Comment s'en sortir

Mais, au-delà du plaisir d'être ensemble, de compter ses forces, et de se retrouver à la buvette devant les merguez ou à la cafétéria, c'est la volonté de discuter des perspectives de lutte qui domine, la volonté de savoir ce que proposent les lips et comment les Griffet tiennent depuis quinze mois, comment s'en sortir. Les 10 000 visiteurs du samedi le sentaient bien. La combativité et la solidarité sont nécessaires, mais ne sont pas suffisantes aujourd'hui. Dès 15 heures donc samedi, plusieurs forums s'engagent sur les pentes proches du petit lac :

- les LIP et l'horlogerie française
- les étudiants et les travailleurs
- les formes de lutte aujourd'hui

C'est ce dernier forum qui sera le plus gros et qui durera pendant quatre heures. Pendant quatre heures il

rassemblera de 200 à 300 personnes selon les moments. D'abord, un tour de parole où chaque délégation fait le point de sa lutte. Et très vite, les problèmes apparaissent au fil des interventions.

### Se faire connaître

Un premier problème, c'est la difficulté de se faire connaître, y compris au sein des structures syndicales comme de la population. Ainsi Griffet va remarquer combien peu nombreux ont été les articles relatant leur lutte, y compris dans les bulletins syndicaux et combien au bout de 15 mois d'action (mais 21 mois de lutte) ils ont un dossier de presse qui ne fait que 20 centimètres de hauteur. Les militants de Griffet expliquent aussi leur angoisse, quand ils annoncent qu'aujourd'hui ils n'ont plus le droit aux 90 %.

L'angoisse, c'est aussi l'attente non pas d'une solution mais d'une perspective, qui naîtra peut-être du débat : « Ce n'est pas avec des luttes à caractère presque anecdotique, qu'on pourra s'en sortir... Il faut aller très vite aujourd'hui... car nous n'avons pas l'intention de nous inscrire au martyrologe de la lutte ouvrière... Ces phrases expriment bien l'impression de tous, l'impression que durcir la lutte n'est pas suffisant, populariser non plus, et les débats porteront principalement sur cette « coordination à la base », impulsée le week-end précédent à Griffet par la délégation de LIP, Caron Ozanne et Idéal Standard.

### Quelle coordination ?

Après lecture de la motion adoptée alors, une nouvelle réunion se tient dimanche pour la prolonger. Mais cette perspective-là, si elle est ressentie comme un premier pas, semble insuffisante et laisse sur sa faim. Elle ne résoud pas les problèmes d'un isolement et d'un manque de perspective politiques ressentis comme étouffant : comment « faire un front uni inconditionnel entre ces luttes ? », « va-t-on devoir attendre les élections ? » deux questions-clé qu'une coordination résoud d'autant moins qu'elle regroupe une part infime des entreprises occupées et que seule une perspective de lutte commune pourrait lui permettre d'avoir un écho et de s'élargir.

Pendant ce week-end, on attendait beaucoup des LIP. « LIP a une réputation qui risque de coûter cher, on attend peut-être trop d'eux », disait un Griffet. A travers cette phrase perce une déception réelle, que ne comblera pas la joie d'être ensemble pendant deux jours.

S. Triton

en lutte



● CII (Informatique) : la riposte des travailleurs au démantèlement. Contre la volonté de la direction d'aligner le statut de l'ensemble du personnel sur le plus bas existant dans les entreprises fusionnant (CII et Honeywell-Bull). Les centres de Vélizy et de Louveciennes sont en grève. Nous reviendrons demain sur cette lutte.

Correspondant.

● Richier-Fordà Pont de Claix (près de Grenoble) : grève avec occupation. Le 13 avril dernier, le PDG Barba annonçait le transfert du service d'informatique, Richier-Fordà Pont de Claix (près de Grenoble) : grève avec occupation. Dans cette entreprise de fabrication de matériel de travaux publics, le PDG annonçait le 13 avril dernier le transfert du service informatique à Paris pour le 1er septembre et l'arrêt de toute la production pour le bureau d'études. Pour les travailleurs, cela signifie 450 suppressions d'emploi d'ici la fin de l'année. Le 3 mai, une majorité du personnel se prononce pour la grève avec occupation. Depuis la lutte s'organise : on se relaie aux piquets jour et nuit ; des AG ont lieu à peu près tous les matins dans la cour de l'usine. Aujourd'hui, une nouvelle assemblée a lieu pour faire le point.

Correspondante.

### REPRESSION SYNDICALE :

● Mobilisation massive au Service de l'Équipement à Angers pour protester contre les sanctions infligées à un militant syndical pour avoir révélé au cours d'une conférence de presse les retards dans les dossiers dus aux mauvaises conditions de travail. Depuis le 4 mai, les locaux de la direction ont été occupés à deux reprises par le personnel qui décidait hier d'arrêter la grève totale pour l'après-midi. Le lendemain une nouvelle forme de lutte était instituée : la grève du téléphone et des réunions. La généralisation à tous les services du département et la jonction avec les services centraux sont en train.

● Levée des sanctions à EEGF Ile de France. Une semaine de grève active sur la région EDF a contraint la direction à reculer sur les sanctions adressées à 4 militants CGT pour coupures courant pendant la dernière grève. Le mouvement s'est distingué par la forte participation du personnel à toutes les décisions jusqu'au troisième jour de grève un comité de grève était élu mandaté par l'ensemble des travailleurs. La mobilisation continue pour le paiement des heures de grève. Cette première victoire montre que des luttes peuvent rencontrer un succès à EDF pour peu que l'unité syndicale soit imposée par le personnel et la participation de chacun assure par des formes d'organisation démocratique : à l'heure où, à l'approche des élections de représentativité se crée un climat de concurrence stérile entre les deux principales Fédérations (CGT et CFDT) la leçon prend toute sa signification.

Correspondants.

**Achetez Rouge  
tous les jours  
dans le même kiosque**

## APPEL

Unifier les... mais sur quelles perspectives ? Tel a été le débat entamé samedi dans ce forum sur les formes de lutte. Le

Les intersyndicales CGT, CFDT, CGC qui se sont rencontrées une première fois à Griffet, une seconde fois à Lip, lors des journées « portes ouvertes » ont pu constater à quel point ces rassemblements étaient populaires. En effet, chaque fois des milliers de travailleurs et leurs familles, de nombreuses délégations d'entreprises y sont présentes.

Au cours des débats qui ont animé ces journées, les travailleurs ont pu confronter leurs expériences et constater à quel point, au-delà des conditions particulières de chaque entreprise, ils étaient tous victimes de la même logique d'un système fondé sur le profit : licenciements, chômage, répression, dégradation des conditions de travail et de vie, etc...

Il leur paraît que de tels rassemblements de travailleurs dans l'unité répondent aujourd'hui à une nécessité qu'il faut développer. En effet cette politique voulue du pouvoir, du patronat et particulièrement des multinationales est néfaste pour l'ensemble des travailleurs et de la population. Des branches d'activité, des régions entières sont menacées, d'où la nécessité de rassemblements entre autres régionaux, autour des entreprises en lutte avec leurs sections syndicales, leurs unions locales et départementales. Ces rassemblements régionaux, par l'unité populaire qu'ils créent montrent une opposition croissante à la politique du pouvoir. Il faut poursuivre et intensifier l'effort dans cette voie, de manière à parvenir à un très grand rassemblement national des travailleurs en lutte avec leurs organisations.

dimanche, la discussion, dure et animée, se prolonge dans une longue réunion de coordination, d'où sortira l'appel suivant.

Les entreprises présentes hier à Griffet, aujourd'hui à Lip, lancent un appel à toutes les entreprises en lutte, à tous ceux qui luttent dans leurs usines pour améliorer leurs conditions de vie, aux travailleurs privés d'emploi, aux immigrés en lutte, aux femmes aux soldats aux étudiants, enseignants, aux agriculteurs, à tous ceux qui combattent la répression, à toutes les victimes de ce système, afin qu'ils contribuent à la réalisation et à la réussite de ces rassemblements. Pour cela, les entreprises présentes ont décidé de multiplier les contacts entre elles et avec beaucoup d'autres entreprises en lutte, de façon à contribuer au succès de ces rassemblements.

Les travailleurs des entreprises participantes sont bien conscients que le changement de leurs conditions de vie et de travail ne pourra se faire que par un changement de société, dont les travailleurs seront les artisans.

Besançon, le 9 mai

Gambin CFDT, Compresseur frigorifique CFDT, Assistance publique CFDT, Cables de Lyon CFDT, Lip CFDT, Griffet CFDT-CGC, Lou Cantou Montpellier CFDT, Hôpital Henri Mondor CFDT, Cycles Peugeot CFDT, Chaix CFDT, Mivoc, Bourgeois CFDT, Comité de coordination Sonacotra, Comité de liaison étudiants Faculté de Vincennes et de Grenoble, Caron Ozanne CFDT-CGT, Educateurs Marseille CFDT, Assedic 92 CFDT, Comité de chômeurs CFDT 18ème autonome, SET MO CFDT région varisienne, LMT Boulogne CFDT.

TROIS FOIS PLUS VITE...



Dans quelques instants Dans votre quartier

venez applaudir et encourager vos sympathiques préposés qui participent à

**LA MARCHÉ DES FACTEURS**  
Organisée par la Fédération des Postes et Télécommunications C.G.T. de la Région Parisienne sous le patronage de

la Vie Ouvrière  
L'HEBDOMADAIRE DE LA C.G.T.

avec le concours de



et de **bazar de l'hôtel de ville**



Se déhanchant de droite à gauche, suants, le masque de l'effort sous leur casquette, c'était hier la course des facteurs organisée par la ... CGT, avec le concours de Ricard, l'apéritif prolétarien et du Bazar de l'Hotel de ville.

Is marchent déjà tous les jours, et la CGT leur prépare une petite fête pour le dimanche, où ils marcheront trois fois plus vite. Et quel bel exemple de « qualité de la vie », 20 kms en plein Paris dans les gaz d'échappement et les klaxons des voitures...

Mais pourquoi une course-compétition, pourquoi faire se défoncer les facteurs dans le droit fil d'un travail dont chacun connaît les cadences et les conditions... compétitives? Faut-il vraiment que les organisations ouvrières fassent compétition d'esprit de rendement avec la classe dominante et ses marchands de sport?

**Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque**

## LA COUR DE CASSATION RENDRA DEMAIN SA DECISION SUR LA REVISION ET LA MISE EN LIBERTE DE ROLAND AGRET

C'est demain, en principe, que la Cour de cassation doit rendre publique sa décision concernant la demande de révision du procès et la suspension de peine de Roland Agret.

Où en est-on? L'état de santé de Roland inspire plus que des inquiétudes. Ce qui n'empêche nullement l'administration pénitentiaire de multiplier les tracasseries y compris auprès de Marie-Josée et du personnel soignant. Les photos prises de Roland et parues dans la presse ont rendu ce petit monde furieux. Marie-Josée ne peut plus approcher du lit qu'à une certaine distance. Les infirmiers sont étroitement surveillés. Un inspecteur, Maurel, a interrogé Roland pour lui faire avouer qui avait pris ces fameuses photos. Dans ces conditions Roland a décidé depuis trois jours de refuser de se laisser ausculter et de prendre les traitements vitaminés prescrits. Il a porté plainte contre ces agissements.

Quelles seront les décisions de la Cour de cassation? Le système judiciaire est ainsi fait que ses débats se déroulent dans le secret, sans contradiction possible de la part de Roland et de ses défenseurs. Tout se passe de surcroît comme si, au niveau d'une certaine presse, « on » cherchait à préparer le terrain à un refus de révision.

Minute et, dans un style à peine moins vulgaire *L'express*, reproduisent sans souci de vérification les confi-

## LA CHASSE AUX EDUCATEURS EST OUVERTE...

A Marseille, à Strasbourg, à Olivet, le pouvoir, les notables et la justice font la chasse aux éducateurs spécialisés qui se mêlent de contester les méthodes « pédagogiques » traditionnelles et sont actifs sur le plan syndical. Ils les licencient, les

mettent à pied, les écartent sous tous les prétextes. Mais ces tentatives de remise en ordre se heurtent à la très grande combativité des éducateurs et à l'écho croissant que rencontrent leurs luttes.

### OLIVET

#### Le temps des maître-chanteurs

A Olivet, des négociations se sont ouvertes entre l'administration et les syndicats dans un climat assez incertain. L'administration affirme que l'école d'éducateur en formation sera réouverte, mais le doute persiste quant au caractère définitif ou non de cette réouverture. De toute façon, on s'achemine vers une restructuration de l'école, et on peut être sûr que l'administration fera tout pour que celle-ci devienne un instrument d'inculcation idéologique docile et peu coûteux. D'autre part, le CREA, l'organisme gestionnaire, a décidé l'exclusion des travailleurs en formation qui avaient participé à l'occupation du bureau du directeur de l'école. Il se livre à un chantage assez répugnant, exigeant d'eux, comme condition à leur réadmission, un engagement à respecter les règlements de l'école. Les exclus ripostent en s'engageant à respecter les « droits et règlements » auxquels ils sont attachés : droits syndicaux et conventions collectives par exemple. Les organisations syndicales soutiennent leur point de vue.

La mobilisation se poursuit. Aujourd'hui a lieu une rencontre des bureaux départementaux de la CGT et la CFDT on y discutera des conditions de poursuite de la lutte. Mardi se tiendra une assemblée générale. Après la manifestation de la semaine dernière qui a regroupé plus de 300 travailleurs du secteur, la combativité demeure exceptionnelle.

### MARSEILLE

#### L'affaire Mandrille

● Grand patronat, gouvernement et justice marchent main dans la main pour virer un délégué syndical...

A Marseille, l'affaire Mandrille ne date pas d'hier. Fin 75, Mandrille, délégué CFDT à l'école d'éducateurs spécialisés est licencié. Début septembre 75, l'inspecteur du travail refuse ce licenciement en le déclarant fondé sur l'activité syndicale de Mandrille. Fin décembre 75, le ministère du Travail casse la décision de l'inspecteur : Mandrille est licencié. Mandrille et la CFDT font appel. Mais la décision peut prendre des mois, des ans... l'affaire est donc portée devant le tribunal administratif de Marseille qui rend un arrêt le 15 avril : Mandrille obtient un « sursis à exécution », ce qui signifie qu'il peut reprendre son boulot tant que l'affaire n'est pas jugée sur le fond.

Le 30 avril, donc, Mandrille entouré de ses camarades, reprend possession de son bureau dans l'institut; Le 3 mai, deux cars de flics, deux voitures de RG débarquent à l'institut pour virer Mandrille. Mais devant la mobilisation immédiate des travailleurs et élèves de l'institut, ils doivent battre en retraite.

Mais la direction ne désarme pas : le 6 mai, elle obtient devant le tribunal de grande instance de Marseille que Mandrille soit expulsé dans les 24 heures des locaux qu'il occupe « illégalement »...

La lutte pour la réintégration de Mandrille ne s'arrête pas là. La bataille juridique contre ce licenciement illégal n'est pas terminée. Surtout, c'est de l'ampleur du soutien national et de la mobilisation régionale que dépend l'issue de l'affaire Mandrille.

Pour la réintégration de Mandrille, envoyer des motions à : Section syndicale FES 18 rue Sainte, 13 001 Marseille.

### STRASBOURG

#### Curés, notables, banquiers contre les éducateurs...

Strasbourg de notre correspondant.

En Alsace se sont les curés, les notables et les banquiers qui font la loi dans l'Enfance Inadaptés. La majorité des institutions sont administrées par des congrégations religieuses (soeurs, frères, Armée eu Salut, ...) qui n'admettent pas qu'on remette en cause leurs méthodes pédagogiques et leur fonctionnement.

Depuis quelques mois, face à la montée des luttes des éducateurs, la reprise en main va bon train : licenciements, avertissements, pressions. En 3 mois il y a eu une dizaine de licenciements et pas moins de 30 avertissements rien que dans le Bas-Rhin.

Aujourd'hui ce sont trois éducateurs de l'équipe de prévention de Cronembourg qui sont en instance de licenciement. Tous les 3 sont délégués syndicaux et l'un d'eux candidat au poste de délégué du personnel dont les élections doivent avoir lieu dans 15 jours. Les motifs invoqués sont les restrictions budgétaires. Or au mois de mars, en l'espace de 2 jours, ces 3 éducateurs et une éducatrice, c'est-à-dire l'ensemble du personnel de l'équipe, ont fait l'objet de deux avertissements. A la suite d'une réunion du Conseil technique du club de Prévention, le président de l'association envoie une lettre d'avertissement aux quatre éducateurs. Motif : « Refus de communiquer des rapports exigés ». En fait les éducateurs ne

demandaient qu'une modification de l'ordre du jour : ils voulaient exposer leur travail après l'intervention du président, ceci a été interprété comme un refus de travail de leur part. 24 heures plus tard, un second avertissement tombe. On reproche cette fois-ci aux éducateurs d'avoir affiché des dessins obscènes (un gosse pissant sur une tortue...). Maintenant les choses sont claires : ce ne sont pas les raisons économiques, mais bien des désaccords pédagogiques qui insistent M. Braun président de l'association et patron dans l'immobilier à licencier son personnel. Quelques jours plus tard une centaine de travailleurs sociaux en grève manifestent leur solidarité au cours d'un meeting. Le 21 avril une lettre de licenciement est envoyée aux trois délégués syndicaux en invoquant « les résultats négatifs de leur travail depuis 6 mois ». La riposte ne s'est pas faite attendre : manifestation à Cronembourg avec distribution de tracts à la population, occupation du centre socio-culturel dont dépend le club de prévention et une entrevue avec Braun, dépôt d'une plainte au tribunal pour non respect des procédures de licenciement de délégué syndicaux, pour propos diffamatoires et avertissements non fondés.

L'inspecteur du travail a d'ores et déjà refusé les licenciements. La mobilisation continue pour exiger la réintégration immédiate des 3 camarades.

## l'homme des casernes

### LA PRESSE DES COMITES

Le comité de soldats du 61° RA de St Avold vient de sortir le premier numéro de son bulletin « Le diable noir sort de sa boîte ». Ce numéro vise essentiellement à définir un ensemble d'objectifs revendicatifs permettant une action unie des soldats, en particulier sur le problème de la répression et sur celui des permissions. « Face à toute éventuelle répression, le comité appelle les organisations syndicales et politiques de la gauche à organiser sans exclusive la solidarité autour des soldats qui pourraient être inquiétés ».

Les comités de soldats de la garnison de Spire (RFA) sortent le 12ème numéro de leur bulletin « Spirite rouge ». Très riche en échos de casernes, on y apprend par exemple qu'il y a eu 5 tentatives de suicide, le dernier mois, au 10° RG. Qu'un soldat a été insulté et battu par un sergent chef parce que malade il voulait se porter consultant, etc. La vie de chateau, en quelque sorte.

### L'ENLEVEMENT DU SOLDAT ZILELIAN

Le soldat Zilelian, incorporé en Allemagne à Bitburg a été arrêté il y a quelques jours à la gare de l'Est. Il est aux arrêts de rigueur pour 60 jours.

Zilelian est un ancien élève du CET Langevin-Wallon de Champigny.

Le dernier numéro du *Chrono enrayé* rédigé par des enseignants en éducation physique de l'Ecole émancipée vient de paraître. Il est entièrement consacré à l'analyse (critique) des Jeux olympiques d'hi ver. Pour toute correspondance, commande, écrierie à : Etienne Valette, 16 rue des Reculettes, 75013 Paris.

### DES GENDARMES PAS GENES...

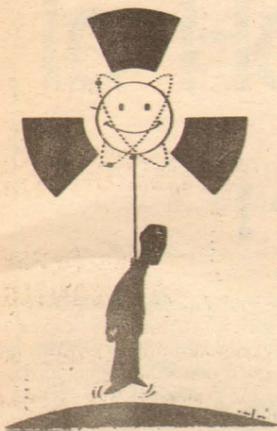
Nouvelle manifestation de la Cour de sûreté de l'Etat, qui a fait mettre sous scellés le contenu de deux voitures particulières. Vendredi dernier, un groupe d'objecteurs avait l'intention de présenter la situation de l'objection de conscience en France à l'occasion d'une prise d'armes du 2ème Hussard dans la commune d'Artenay, Loiret. N'ayant rien pu faire, vu le déploiement des forces de l'ordre, ils regagnaient leur véhicule, quand ils furent embarqués sans ménagement par les brigades de gendarmerie.

A la gendarmerie, après la traditionnelle vérification d'identité, ils recevaient l'ordre d'aller chercher leurs véhicules. Une fois ceux-ci dans la place, ils apprenaient que la Cour de sûreté de l'Etat demandait la mise sous scellés du matériel contenu dans les véhicules et les gendarmes se chargeaient de pénétrer eux-mêmes, sans aucun mandat, dans les véhicules pour y saisir tous les documents et matériels qui s'y trouvaient.

Ils pouvaient quitter la gendarmerie quelques heures après, mais on peut s'étonner de cette procédure qui va à l'encontre des droits les plus élémentaires et qui permet d'interpeller des personnes sur des présomptions « d'incitation à l'objection », puisque tel était l'intitulé de l'infraction dont ils étaient soit-disant coupables.

(Comité de Lutte des Objecteurs du Loiret 20 rue du Déviset, Montargis)

## les temps modernes



### BIBLIOGRAPHIE

- Pierre Samuel : Le nucléaire en questions, entretiens avec CM Vadrot. Trente questions simples sur le nucléaire. Autant de chapitres de réponse courts et très clairs. (Editions Entente, collection les cahiers de l'écologie.)
- Ecologie : Revue bimensuelle de l'A.P.R.E., qui publie aussi l'A.P.R.E. hebdo. 12, rue Neuve du Pâtis, Montargis.
- CFDT : Nucléaire, Energie, Nos conditions. CFDT-information
- Economie et Politique qui développe dans son numéro 259 (Av. 76) l'ensemble des positions du PCF sur le nucléaire.



### 5 HEURES SUR LE NUCLEAIRE

La section PSU du 5<sup>e</sup> arrondissement organise le jeudi 13 mai « 5 heures sur le nucléaire » avec la participation de Serge Depaquit du bureau national du PSU et de militants et chercheurs du CNRS. La réunion aura lieu 270 rue St Jacques, Paris 5<sup>e</sup>.

### COLLECTIF ANTINUCLEAIRE A ROUEN

Le 4 mai s'est créé à Rouen, à l'initiative du groupe écologique de la région rouennaise, un collectif anti-nucléaire regroupant les organisations suivantes : le PSU, la LCR, la Fédération anarchiste, l'Ecole émancipée, le Groupe écologique de Pt Audemer, l'Union des consommateurs de Seine Maritime (Que choisir), le Comité Quevillais anti-pollution et le GERR.

Ce collectif s'est fixé pour tâche prioritaire de préparer la Marche anti-nucléaire de La Hague le 6 juin, en signant notamment un tract commun avec le Collectif régional anti-nucléaire de Hte Normandie.

Pour tous renseignements complémentaires : Cars, affiches, etc.  
Collectif anti-nucléaire  
10, bis rue de l'Avalasse  
76000-Rouen

## LA LOGIQUE DES NUCLEOPATHES

### 5/ ENERGIE POUR QUI ? ENERGIE POUR QUOI ?

Depuis longtemps, les mouvements écologiques ont su montrer les risques inacceptables que fait courir le programme nucléaire à la population : Sécurité, pollution thermique et radio-technique, transport, stockage sont autant de problèmes non maîtrisés. Mais il faut reconnaître aujourd'hui, compte tenu des enjeux réels, qu'il ne suffisait pas de réclamer un débat démocratique, un contrôle populaire, encore moins un référendum de village. On peut inquiéter les gens en brandissant le spectre d'une catastrophe nucléaire civile. Mais la peur n'est pas un moteur assez puissant pour stimuler une lutte politique durable. Et le passage au nucléaire correspond trop aux nouvelles exigences de la croissance capitaliste pour que la critique de ses dangers ou d'une consommation absurde d'énergie donne un souffle suffisant à ce combat.

Et pourtant ce n'est pas le moindre paradoxe du programme nucléaire que de ne même pas apporter la solution au problème qu'il est censé résoudre. Il produira beaucoup moins d'énergie utilisable que ne le prétendent ses défenseurs...

Energie de transition disent les experts gouvernementaux. Mais transition vers quoi ? Energie de fusion, énergie solaire ? C'est aussi une question que les écologistes ont souvent posée.

Le passage au nucléaire s'inscrit dans la logique d'un système capitaliste qui évolue rapidement, concentrant moyens de production et pouvoir réel dans quelques centres de l'appareil d'Etat et de firmes monopolistes échappant à tout contrôle. Sous couvert d'impératifs techniques, l'électro-nucléaire est un nouveau prétexte à la normalisation de la vie quotidienne et de la consommation. Et les risques futurs sont pires que les risques présents. La propagande officielle, est martelée comme si l'histoire

de l'humanité devait s'arrêter demain. On retrouve là la tendance d'une classe sociale à penser sa propre fin comme la fin de l'humanité, la devise traditionnelle de tout capitaliste : « après moi le déluge ! »

Ce qui est grave, c'est que le choix du nucléaire est un choix difficilement réversible. Pour longtemps, il renforce le filet militaro-policiériste patiemment mis en place par Poniatowski et ses amis. Dans la perspective socialiste qui est la nôtre, l'héritage de ses structures technologiques prétendues neutres sera un lourd obstacle opposé à la volonté des producteurs de maîtriser leurs conditions sociales d'existence.

A cet égard, et malgré les nationalisations importantes qu'il propose dans le secteur de l'énergie, le Programme commun ne donne pas de garanties suffisantes ; il se contente d'octroyer aux travailleurs la possibilité de « favoriser leur intervention sur la marche des entreprises ». Et l'on est d'autant plus sceptique que le PCF pratique le bon vieil amalgame :

«...Le pouvoir, s'appuyant sur l'irresponsabilité de petits groupes qui prennent de vrais problèmes écologiques et de sûreté comme prétexte et comme façade pour développer une lutte politique de type gauchiste, va tenter d'enfermer tout le débat nucléaire dans le dilemme suivant : ou bien mon programme nucléaire... ou bien le retour à l'âge des cavernes » (1). Il réduit le problème à : « Oui au nucléaire, non au programme gouvernemental ».

On reste aussi sceptique devant les déclarations ondoyantes du PS alors que Mitterrand et Rocard répètent à longueur d'antenne que le problème numéro 1, c'est celui de la relance, qu'il ne s'agit pas de remettre en cause l'économie de marché.



Le mouvement écologique est resté longtemps extérieur à la classe ouvrière. C'était là une faiblesse majeure. Car tant que les travailleurs concernés ne seront pas au centre d'un vaste mouvement d'opposition au programme nucléaire, pour exiger un contrôle strict sur la sécurité, l'abrogation de tout secret scientifique et technique, le mouvement anti-nucléaire peinera à rompre définitivement avec ceux qui persistent à penser que l'on peut arrêter la pollution et la destruction de la nature sans changer de société.

Avec l'opposition au nucléaire, c'est tout un système social qui est contesté. Le terme souvent employé de « croissance zéro » est trompeur. Ce n'est pas d'un problème quantitatif qu'il s'agit : consommer plus ou moins d'énergie. La question est moins : « quelle énergie produire ? » que « Energie pour qui, Energie pour quoi ? ».

J.-P. Lesage - M. Verdi

(1) Economie et Politique. Février 76 (p. 51)



Semaine « du côté des femmes » à la MJC de Fresnes (av. du parc des sports). Début du programme de la semaine :

Lundi : 21 h. film : La fiancée du pirate de N. Kaplan.

Mardi : à partir de 14 h, vidéo : « Misó et Maso vont en bateau ». A partir de 17 h : Madeleine Laik parle de son livre « fille ou garçon ». A 18 h, « Les filles d'Aubervilliers » en vidéo. A 20 h « Misó et Maso vont en bateau ». A 21 h 30 Sahrah Malville, chanteuse, ouvrière, femme.

Mercredi : le rôle des femmes dans les luttes de libération nationale ; à 21 h, film « l'heure de la libération a sonné » suivi d'un montage diapos « femmes au Vietnam ».

Tous les jours crêche, restaurant « le pied dans le plat », expositions de photos, dessins, livres, tissages...

### UNE AUTRE FORME DE VACANCES

L'association pour la Pratique des sports de plein air propose des vacances originales en Auvergne.

Pour les adolescents et adolescentes de 14 à 18 ans, l'association a mis au point des séjours de 3 semaines organisés à proximité d'Ardes-sur-Couze (Puy-de-Dôme) à mi-chemin entre les Monts d'Auvergne et la plaine de la Limagne.

L'originalité tient dans la variété des activités toutes orientées vers la découverte de la région et des hommes qui l'habitent : équitation chez un éleveur du pays avec initiation et randonnée, vélo pour se déplacer, randonnées pédestres avec hébergement dans des « burons » de montagne, tissage, veillées, fêtes, nombreux contacts.

Aux jeunes de plus de 18 ans, l'association propose de prendre part à des chantiers de jeunes dans la région du Cézaillier (Puy-de-Dôme) au cœur du Parc des volcans d'Auvergne. Le travail consiste à participer à la réfection de bâtiments. Les séjours comprennent également des temps de découverte de la région.

Pour tous renseignements écrire à : A.P.S.P.A. 26 rue Jules Maigne 43100 Brioude

## MOBILISATIONS

### LE 6 JUIN A LA HAGUE

Le CR'LAN (Comité d'information et de lutte anti-nucléaire) et le CCPH (Comité contre la pollution à la Hague) appellent à un rassemblement le dimanche 6 juin.

Dans le texte qu'ils nous ont fait parvenir, on lit notamment :

« Nous en sommes au stade où le plutonium est dosable dans l'eau dans les parages de la Hague, alors qu'il n'était que décelable il y a trois ou quatre ans. (...) »

« En ce qui concerne les concentrations dans les coquillages, des recherches ont été faites par le ministère de la Santé qui a interdit toute divulgation des chiffres. (...) »

« A l'usine même, huit cas de leucémie, dont trois mortels, ont atteint des personnes âgées de 40 à 50 ans et ont été classés « maladie professionnelle ». En fait ce chiffre serait de plus d'une quinzaine. »

« En ce qui concerne les malformations génitales, il y a une statue concernant la Spina Bifida (Le bas de la moelle épinière est fourchu) : alors que la moyenne nationale est de un cas pour 6000 naissances, elle est de un pour 600 à la Hague. »

« Une brochure : La belle vacherie de la Hague peut être commandée au groupe écologique

de la région rouennaise (10 bis rue de l'Avalasse 76 000 Rouen). »

Dans un communiqué dénonçant les récentes meures du comité interministériel, le CRAN (Comité régional anti-nucléaire de Haute-Normandie), appelle également à la Hague ainsi qu'à Malville.

### LE 3 JUILLET A MALVILLE

L'ensemble des comités de défense contre la centrale nucléaire de Creys-Malville appelle à une occupation non-violente du site à partir du 3 juillet.

Les comités sont une trentaine sur la région Rhône-Alpes et la Suisse. Chaque groupe est autonome, mais une coordination a décidé de répartir entre tous le travail préparatoire à l'occupation. L'UD-CFDT de l'Isère participe à la coordination.

Plusieurs séances d'information ont eu lieu dans les villages proches du site. Les comités universitaires de Grenoble préparent une plaquette. Pour tous renseignements : Centre d'alerte CAS, 70 rue Croix d'or 73 000 Chambéry.

### CONTRE LA CENTRALE DE GIGNY

Le MRAN (Mouvement régional anti-nucléaire) de Chalon se prépare à une lutte de longue

haleine, puisque la centrale est prévue pour 79. Il s'est constitué en octobre 75 autour de paysans, militants du PSU, lycéens, syndicalistes, etc. Il se propose d'informer la population du projet, en ne négligeant pas le travail en direction des entreprises comme Framatome, qui est un travail encore peu avancé.

Le comité s'est doté de structures permettant un travail diversifié en secteurs : lycéen, rural, entreprises, cosmoteurs... les décisions sont prises en AG, préparées par un collectif d'animation. Pour l'identification du site, voir notre article du vendredi 7 mai).

### ET D'AILLEURS...

• Le CL'N (Comité local d'information nucléaire) de Rennes a organisé une exposition du 28 avril au 9 mai à la Maison de la culture.

• La Frapna-Isère organise le 25 mai 6h pour l'écologie, 6h pour la vie, au théâtre de Grenoble.

• En Alsace, les habitants de plusieurs villages se sont regroupés dans une fédération anti-nucléaire des environs de Fessenheim. Ils exigent la publication du plan ORSEC-Radiation, et la mise en place d'une commission de contrôle indépendante de l'EDF.

## DIMANCHE A LA CASERNE DES TUILERIES

Les Tuileries. Un jardin agréable finalement : allées ombragées, coins tranquilles, bassins.

Les pelouses ne sont pas trop interdites à ceux qui veulent s'y allonger. Il est possible d'éviter, pour ceux qui trouvent ça un peu bruyant, les barraques de fête foraine. Déplorer que le jardin tende à devenir une méchante imitation de Tivoli ou du Tibidabo ? C'est peut-être une affaire de nostalgie mal placée, de souvenirs d'enfance battus en brèche.

Tant qu'on peut encore s'installer dans des coins qui ne sont pas une annexe de la foire du Trône, on peut discuter.

Le gosse a dû renoncer à faire voguer son nouveau bateau à voile sur le grand bassin. Il est recouvert d'un podium sur lequel le 14 juillet les paras feront une démonstration de suat. Agaçant. Le grand bassin pour les bateaux, c'est tout de même le plus chouette.

Agaçant, mais ce n'est qu'un début. Les paras n'ont pas attendu le mois de juillet pour prendre parc ! Ils sont là, partout, avec leurs copains des autres armes. Venus avec du matériel : « cinéma de campagne », hall d'exposition, tour parachutiste. Tout sur l'armée en mètres : documentation, photos, revues super-luxe, gentils officiers sont là pour tout expliquer, tout compliquer, tout conseiller. L'armée, chers petits en culottes courtes, chers adolescents peut être pas convaincus parce que pas bien informés, l'armée vous offre des perspectives

... votre besoin d'aventures et de grands horizons. Ah ! les braves gens.

Et puis la tour. Cette fameuse tour de saut parachutiste, toute drapée de toile tricolore. A son pied, une longue file de moufflets, avec leurs parents.

Quelques uns, tout de même, un peu gênés. Les bons paras sont d'une amabilité désarmante sinon désarmée. Bérêts rouges, rigolent, comme ils redemandent. Sanglés, casqués, ils sautent comme des petits fous du haut des quinze mètres de la tour et sont accueillis au sol par un superman en vert olive. Papa, encore un tour ! Papa cède, pardi.

Heureusement, le mien s'initie à quelques centaines de mètres de là aux joies de la croisière sur bassin. L'esquive a ses vertus. Mais il faudra faire attention sur le chemin du retour...

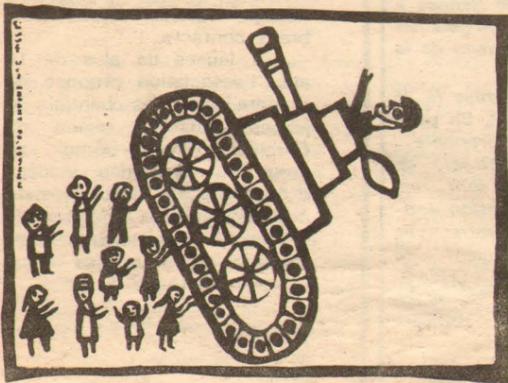
D'autant plus que le chancre n'est pas vraiment localisé. Après l'armée : les flics. Eux, ils circulent on ne peut pas les éviter. Une douzaine, avec leurs grosses, très grosses motos. Suvètements de parade. Côté parade, on est servi. Pour la pétarade idem. Quand ils arrêtent leurs engins fané à la buvette, on sent bien dans l'œil des gosses que Buffalo Bill abandonnant son cheval à la porte du saloon ne fait pas le poids.

On ne s'esquive plus, on fuit.

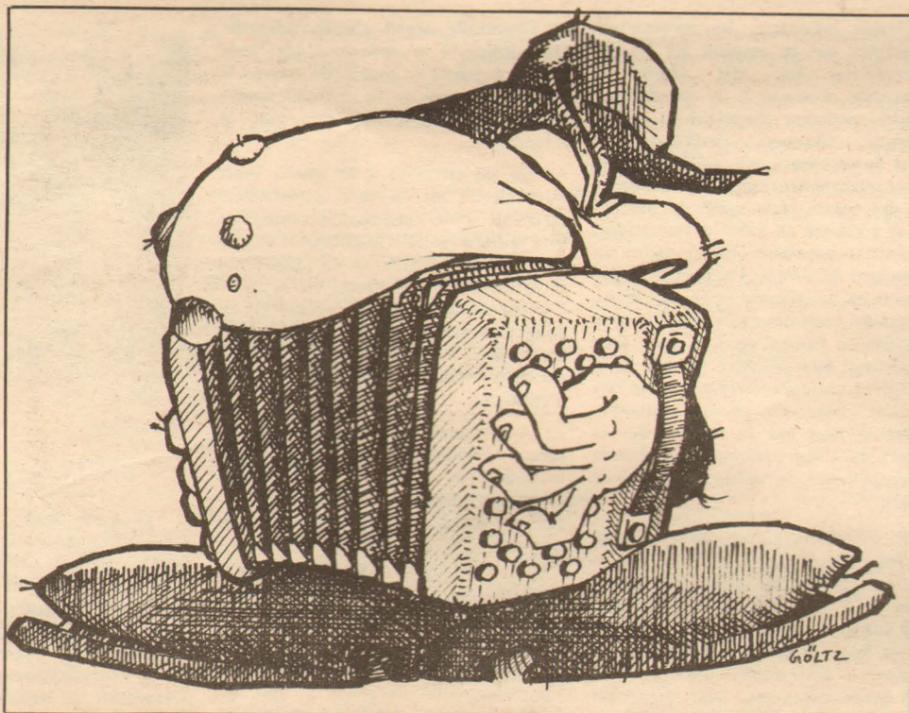
Dernier obstacle : le parcours de moto, encore. Ils sont bien cachés, les vaches, mais ne demandent qu'à accueillir ces chers petits sur leurs grosses bêtes, et à les faire circuler entre les bottes de paille. Il a bonne mine le gars qui autrefois faisait faire des promenades aux gosses sur des ânes. Et l'autre avec son petit train. L'âne, c'est con, on n'a même pas besoin de casque pour monter dessus. C'est plus une fuite, c'est une dérouté.

Leçon retenue : la prochaine fois qu'on ira au jardin, on fera une mission de reconnaissance préalable. Ou alors on ira sur un terrain militaire : à coup sûr, le week-end, il y a moins d'uniformes.

JF. V.



## KCP, RTL, France Inter Une brèche dans le monopole ZAI ZAO GONG NOW !



Ce mois de mai caniculaire s'annonce très fourni musicalement. Les organisateurs de concerts préparent les vacances et la période des festivals, c'est la course aux salles et aux musiciens.

De nombreuses soirées à décibels mobilisent donc plusieurs milliers d'amateurs et leurs économies difficiles, les places sont souvent très chères. En deux jours, ont été arrachées toutes les places pour les quatre concerts des Stones annoncés début juin.

Tout n'est donc pas rose au pays des musiques, le désir de musique ne fait pas oublier les conditions trop souvent mauvaises dans lesquelles se passent les concerts. Heureusement, dans le même temps s'affirment de nouveaux courants musicaux qui permettent de penser que la dure machine trop bien huilée du show-bizz n'est pas si intouchable que ça !

### L'arnaque

Le marché des concerts est contrôlé, trop bien contrôlé par trois ou quatre quasi-trusts qui s'en partagent les bénéfices. Il y a KCP qui sévit principalement aux Halles de la Villette, RTL dont la frénésie d'organisation de concerts va d'Orange à la Fête de l'Humanité et France-Inter qui domine dans les salles Pleyel, Wagram et autres.

La première conséquence de cet état de fait est l'importation des super-stars étrangères qui ne viennent souvent que pour promouvoir leurs disques, leur musique à investir un marché qui commence à devenir très important.

Grosses publicités, services d'ordre abondamment musclés, KCP s'est fait une spécialité d'employer dans son SO des dissuadeurs fachoïdes, concerts strictement minutés, foules juvéniles tassées et très mal installées : cela donne ces salles tristes qui sont aujourd'hui le paysage habituel des grands concerts.

Les derniers en date : Neil Young, Paul McCartney et même Zappa frisaient l'insupportable pour toutes ces raisons et rien ne permet de penser que les choses changeront pour les très prochains passages de Bowie et des Stones.

Dans la foule de tous ceux qui s'y précipitent de peur de rater une star même sur le retour, une colère existe bien mais la résignation domine alimentée toujours par l'espoir d'assister malgré tout à un bon concert.

### Cool music

Dans ce morne contexte, certaines tournées revêtent un intérêt particulier parce qu'elles changent quelque chose

en même temps qu'elles permettent d'entendre une autre musique et de faire le point sur l'évolution des groupes français ou qui travaillent en France et ont de ce fait un autre rapport avec le public que les gros calibres de passage. Il faut souvent aller en province ou en banlieue ou encore dans quelques petites salles de Paris pour s'en rendre compte.

Il fallait par exemple aller à Arcueil vendredi soir, sous un immense pont de l'autoroute ! C'est là que jouaient Gong et Zao. Une tente de 2 000 places - on en avait annoncé - avait été installée pour accueillir une foule assez inhabituelle pour Arcueil et deux groupes qui, malgré des parcours assez différents, représentent avec Magma et quelques autres, la pointe avancée de la musique rock en France.

D'emblée, le concert offre un visage plus sympathique : le SO est assuré par une dizaine de jeunes de Villejuif qui essaient de se persuader qu'ils jouent un rôle essentiel mais n'y parviennent pas longtemps, le chef de bande n'insiste pas et à la fin du concert il est incapable de se tenir debout, indifférent à tout ce qui se passe.



Zao : quatre musiciens professionnels au passé riche de tentatives d'expériences diverses dont la dernière en date est l'introduction d'une voix féminine dans une musique où le jazz est très présent grâce au jeu de saxo. Zao a toujours voulu apparaître comme un groupe professionnel et sérieux, refusant de donner dans l'image habituelle du musicien de rock français sans le sou qui se laisse traîner de galère en galère sans jamais arriver à faire sa place ni à créer une stabilité tant financière que musicale. Ce choix est à la fois social et musical, la musique de Zao en perd en chaleur et en spontané ce qu'elle gagne en construction rigoureuse, les envolées instrumentales sont trop rares. Le talent des musiciens ne permet pas tout à fait d'oublier le côté très organisé de la composition, même quand le groupe s'essaie à une ballade plus aérienne sans batterie.

Gong, en revanche parvient parfaitement à diversifier et à éclater sa musique tout en gardant des rythmes précis et, pour certains, très théâtraux, issus des périodes les plus fortes de Gong quand David Allen introduisait ses folles explications sur un autre monde de petits hommes verts ou quand Steve Hillage s'envolait sur sa guitare délirante. Aujourd'hui ceux-là sont partis et il n'y a plus de guitariste mais en récupérant Pierre Moelin après son stage aux Percussions de Strasbourg, Gong a maintenant sans diute un des meilleurs batteurs de l'époque et Didier Malherbe assure la continuité du groupe avec saxo, flûte et... bambou.

Le passé de Gong est lourd et riche. Depuis l'époque des concerts-émeutes de 70-72, au Palais des sports avec Soft Machine ou à Jussieu en un concert parallèle avec Crium delirium, jusqu'aux folles tournées dans les MJC et les petites villes de province, Gong a toujours été reconnu comme le principal groupe de l'underground permanent que représentent des dizaines de formations qui cherchent la plupart du temps vainement à survivre en France. On a parlé au moins trois ou quatre fois de la dissolution de Gong et c'est maintenant en Angleterre, chez Virgin, qu'il a trouvé une stabilité encore fragile. Il est vrai que ce label a permis l'expression d'une série de groupes et de courants nouveaux.

La dernière série de Gong permet de croire maintenant à l'existence d'une place de plus en plus grande pour la nouvelle génération musicale issue directement de la période ouverte par Mai 68 et les Mouvements de la jeunesse. Période riche et vivante à l'image de la musique de Gong et de combien d'autres encore méconnus ?

La salle, composée de beaucoup d'étudiants en pleine mobilisation, a rappelé trois fois le groupe, cautionnant ainsi cette nouvelle musique. Le rock français a toujours subi trop fortement l'hégémonie totale dont jouissent Sheila, Claude François et autres « musiciens » sur commande à qui les études de marché servent de partition et la bêtise de référence littéraire. La brèche est là.

Alain Bretzel



Jeudi 13 mai à l'Elysée-Montmartre

## PATTI SMITH



### «Les héros reviennent en ville»

Nous l'avons découverte en écoutant «Horses» cet hiver, c'était New-York vieille capitale de l'énergie un peu assoupie qui revenait surprendre nos oreilles matraquées de tout ce lourd machin métallique.

Fin des artifices ? Patti Smith casse la balance.

Fin des somnolences léchées, des techniques enregistreuses seules mémoires de ces musiques américaines qui ne connaissent plus leurs gestes créateurs ? Fin des électricités sans guitares ?

Patti Smith ramène au galop de ses chevaux, comme Dylan dans les trombes de son ouragan, la qualité première du rock : l'irruption.

Il faut sans doute que les musiques retombent, s'entassent comme des couches géologiques où étouffent les sons pour que quelqu'un fasse éclater à nouveau tout ça. Retour au geste héroïque du rock, au déséquilibre.

On trouve tout de suite l'écoute de Patti Smith parce que cela ne doit rien au travail de studio, la voix inouïe et le son du groupe ont été trouvés et placés ailleurs que dans les laboratoires où des musiciens nostalgiques cultivent en petits ou grands propriétaires l'héritage des rockstars défuntes.

Le rock crée dans la démesure, si on entend dans la voix et les textes de Patti Smith ce que chantent John Cale, Eno, Morrison, le Velvet, ce n'est pas qu'elle les repique mais qu'elle fait ce qu'ils ont fait alors ou font encore aujourd'hui : sauter la baraque, faire basculer les préméditations dans les vertiges de l'instant, rappelons-nous les longs cris de Morrison, les déchirements de viole de Cale, les solos déliés et fracassés de Jimi Hendrix.

«On a des chansons structurées, préparées. Mais j'ai toujours pensé que si le moment m'affecte d'une certaine manière, j'écrirai un morceau de poésie à l'intérieur de la chanson. Je sens le rythme, je le sens. Hendrix, je le sens comme s'il était encore dans le coin. Qui que ce soit avec autant d'énergie est dur à tuer.»

La chant de Patti n'est aucunement réglé il est pas discours se déroulant par strophes mais passage de niveau en niveau du plus aigu au plus grave d'une voix étonnamment mobile, placée par les interventions discrètes et intuitives de musiciens. Musique dont la compréhension totale ne peut venir que de son spectacle. On devrait avoir la preuve, jeudi prochain, que le concert est essentiel au rock.

M.C.

## télévision

TF 1-

- 18.15 **A la bonne heure**  
L'alimentation du futur : l'an 2000 verra-t-il le triomphe du surgelé, du congelé et C° ?
- 20.00 **journal**
- 20.30 **Alexandre le Grand**, un film américain de Robert Rossen (1955) avec Richard Burton, Danielle Darieux, etc...  
Beaucoup moins drôle que le « Jules César » de Manckiewicz, l'histoire de la Perse et de la Grèce antique revue et corrigée par Hollywood. A voir au second degré.
- 22.40 **débat** : Alexandre et le pouvoir.  
Avec Maurice Druon et Benoist-Méchin, qui éviteront bien sûr tout rapprochement entre d'autres formes de régimes autoritaires et de pouvoir personnel...

A 2

- 20.00 **Journal**
- 21.50 **Droit de cité**, une émission de Jean Frappat.  
Avec Paul de Gobert qui peint les palissades de nos grandes villes et François Desormonts, peintre miniaturiste. Y en a pour tous les goûts !

FR 3

- 19.40 **Tribune libre** : la Nef, revue « Philosophique ».
- 20.30 **le protecteur**, un film de Roger Hanin (1974) avec Bruno Cremer, Robert Hossein, etc...  
Une dénonciation de la prostitution et du proxénétisme en France mais Roger Hanin évite délibérément certains aspects : collusion de la police avec le milieu, protection de certains hommes politiques...
- 21.50 **journal**

## L'« ORDRE » DE DAVID BOWIE

Un obsédé de l'ordre ce David Bowie ! Il a provoqué une certaine surp rise en déclarant à son retour à Londres la semaine dernière qu'un régime fasciste serait salutaire pour la Grande Bretagne et qu'il était candidat comme Premier ministre. Nouvelle provocation d'un personnage professionnellement changeant comme les



cosmétiques ou les médicaments qui soent refourgués, toujours les mêmes, mais avec des boîtes différentes. « Je mens comme je respire » dit-il... la mystification comme nouveau sens de l'intégrité semble la ligne de conduite de Bowie qui s'épuise et nous ennuie à n'être rien d'autre qu'un petit bouchon flottant, reflet hier brillant et séduisant du temps fin de siècle pourrissant que nous vivons. L'étoile ternit, le pantin se désarticule et retombe naturellement du côté de l'« Ordre ». Il avait déjà souhaité en octobre 75 un gouvernement d'extrême-droite pour l'Amérique afin que renaisse un nouveau libéralisme (sic) ! Gageons qu'il ne sera pas dépaycé à ses prochains concerts parisiens les 17, 18 et 19 mai prochains au pavillon de Paris, porte de Pantin : Koski-Cauchois-Production organisent et ils ne lésinent pas sur les barbouzes musclées et les chiens policiers.

J.L.R.

## JAZZ

Anthony Braxton, *In the tradition* (Steeple, importation)

Ce disque essentiel, réalisé au Danemark voici bientôt deux ans et sorti depuis de nombreux mois, a été si mal distribué et chroniqué, qu'il n'est pas trop tard pour en parler ici : il sera pour beaucoup une nouveauté.

Anthony Braxton, remplaçant au pied levé Dexter Gordon malade dans une séance d'enregistrement prévue pour celui-ci, a réalisé ici un de ses meilleurs disques. Soutenu par une rythmique dont la cohésion et la précision sont parfaites (Tete Montoliu, piano, NHO Pedersen, basse et Tootie Heath, batterie), Braxton, jeune musicien d'avant garde, reprend de vieux thèmes de grands « anciens » : Mingus, Parker, Billy Strayhorn.

Ce disque est exemplaire de la démarche de Braxton, l'une des

plus conscientes et des plus cohérentes parmi celles des musiciens noirs américains, à savoir l'alliance d'une musique de recherche très avancée n'hésitant pas à utiliser les ressources de la technique moderne (synthétiseur, re-récording, etc.) — ce que viennent marquer symboliquement les formules mathématiques qu'il donne pour titre de ses compositions — et du retour régulier sur l'histoire de la musique de jazz sans cesse relouée et réappropriée. On se souvient de Braxton en 73 à Châteauevallon jouant en solo et plaçant après l'une de ses compositions les plus difficiles le *Ruby my dear* de Thélonius Monk.

Le meilleur exemple dans ce disque est peut être la version d'*Ornithology* de Parker jouée à la clarinette contrebasse (un des instruments à retenir et superbes qu'il a contribué avec Michel Portal à tirer de l'oubli). Se démarquant du jeu perkerien par l'emploi de cet instrument rare, sans transformer pour autant la ligne mélodique du

morceau, il fait d'*Ornithology* un morceau de Parker et de Braxton, en même temps qu'il continue de marquer les liens indissolubles entre la musique noire d'aujourd'hui et celle d'hier. « On entend dire aujourd'hui que le be-bop est mort. C'est exactement l'inverse !... Mais quand il s'agit de musique noire on voudrait que nous soyons des sortes de phénix, quelque chose qui se crée de soi-même... Cette attitude est absurde » Archie Shepp.

Braxton n'entend pas se faire enfermer dans une conception étriquée de l'avant-gardisme. *In the tradition* est là pour nous le prouver, pas plus qu'il n'est prêt à céder à la facilité : « Quoi qu'il arrive, je ferai ce que je veux faire, et vous ne me verrez pas avec derrière moi un groupe de rock. Si les choses vont vraiment mal, j'irai travailler dans une aciérie, j'économiserai et de je reviendrai jouer ».

Koko

## Dans l'objectif

### REGIONS

#### LYON

• Miss O' Gynie et les homes fleurs à 19h 50 au Cinématographe, tandis qu'au Canut la quinzaine écologique bat son plein. Bientôt il faudra programmer pour les cinéphiles lyonnais pâles et épuisés une semaine spéciale respiration avec *La solitude du coureur de fond*, *On achève bien les chevaux*, *Deux hommes en fuite* et *J'ai passé vingt ans sur un iceberg à la dérive dans le gulf stream*.

#### MONTPELLIER

• Magnum toujours sur la route s'arrête aujourd'hui à la fac des sciences pour animer d'un mouvement brownien les amibes, les étudiants et autres paramécies. (Nous sommes une rubrique culturelle !)

#### RENNES

• A la salle Serreau de la Maison de la Culture Gwernig à 20h 30, tarif B. Il a été l'ami de Kerouac, il fait des textes superbes en français et en breton. (Nous sommes une rubrique culturelle polyvalente).

### BANLIEUE

#### JOUY EN JOSAS

• Les étudiants en commerce de chou-fleur de HEC n'ont pas osé monter la **résistible ascension d'Arturo Ui**, ils se sont rattrapés en présentant ce soir et demain à 21h **Grand peur et misère du III<sup>e</sup> Reich** de Bert Brecht.



### PARIS

#### MUSIQUE

• Deux synthétiseurs, des claviers, une guitare, une basse, une batterie et trois voix, c'est Edition Spéciale, on peut aller entendre ce que ça donne à l'Elysée-Montmartre à 18h. Quatre jeunes gens qui ont quelques références.

#### CAFE-THEATRE

• Presque partout ailleurs c'est un jour creux, mais au café d'Edgar le lundi est le jour des lundis d'Edgar, heureux hasard, non ? De 16h

à 18h, auditions publiques. Porfitez-en pour vous faire rappeler le programme de la soirée.

#### CINEMA

• Toujours la semaine des *Cahiers du Cinéma* à l'Artistic Voltaire, 45 bis rue Richard Lenoir 11<sup>e</sup>.

14h *La mer cruelle* de Khalek Diddik (Kuwait)

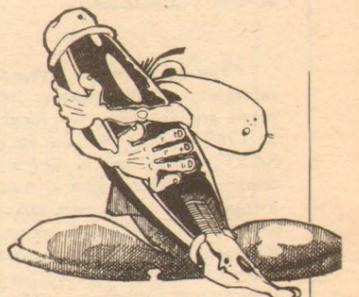
16h *Procès 68* de Salah Abou Seif (Egypte) inédit

18h *Gare centrale* de Youssef Chahine (Egypte) inédit

20h *Sjnane* de Abdellatif Ben Amar (Tunisie) inédit

22h **Débat organisé par le bureau de l'Union de la critique arabe à Paris**

24h **Un film surprise inédit**



### RECTIFICATIF

Dans son article du vendredi 7 mai sur LA Famille, P. Razdac qui est un étourdi a commis deux erreurs dont l'une est impardonnable et l'autre inexcusable : le spectacle n'est pas produit par la radio. La première partie est jouée les jours impairs et la seconde les jours pairs.



## Après l'affaire Legris et Simonnot « Le Monde » sur la sellette

# le pouvoir malade de sa presse

● De la libération à l'après mai 68, l'institution du « Monde » devient une cible

par Gérard Filoche

Pour la deuxième fois en quelque mois, la rédaction du plus important journal français est en émoi. Après « l'affaire Legris », elle doit faire face à une nouvelle attaque. « l'affaire Simonnot ».

Après « Libération », « l'Humanité » s'est emparé du cas de ce journaliste du Monde licencié pour avoir publié un document mettant en cause « les pétroliers ». Document à propos duquel Fourcade, ministre des Finances a porté plainte pour vol.

Vendredi 7 mai, « le Monde » est encore sur la sellette : la télévision organise un débat sur Antenne 2 où André Fontaine, rédacteur en chef, y défend son journal devant l'accusateur, Michel Legris qui, par son livre « le Monde tel qu'il est », est aujourd'hui l'instrument d'une campagne réactionnaire contre le quotidien de la rue des Italiens. La direction du plus respecté des journaux français, se transforme, sous ces coups de boutoirs, en forteresse assiégée. Les coups viennent de « gauche » comme de « droite » : occasion supplémentaire pour défendre l'équilibre de l'institution contre ceux qui entendent le détruire. Samedi 8 mai, dans son billet télé, Claude Sarraute plaide pour le « fondateur Beuve-Méry, pour la continuité de Fauvet et pour les arguments de Fontaine : face au nouveau Figaro, à Paris-Match, au groupe Prouvost et Hersant, à Philippe Boegner « auteur du livre « oui patron », (dont le titre est tout un programme) « le Monde » aura la partie belle dans le débat, aide en cela par Denis Périer Daville (« main basse sur le Figaro ») Joseph Barsalou (« question au journalisme »).

Comment la redactiveur-elle faire corps ? La CGT qui n'est pas présente au Monde condamne le licenciement abusif. Le congrès national SNJ aussi. La CFDT, elle joue de l'ambiguïté : défense de Simonnot victime d'une mesure jugée trop sévère.

Question de déontologie : un journaliste peut-il voler ? N'est-il pas de son devoir de citoyen d'informer ses lecteurs de tout ce qui les concerne et notamment d'un projet de dénationalisation d'une société

pétrolière ? Le débat devient académique s'il s'agit de porter sur le principe et non sur le cas d'espèce. Simonnot n'est pas licencié du Monde pour vol contrairement à l'accusation portée par Fourcade contre lui le vrai motif est : n'avoir pas averti ses supérieurs de la publication du document incriminé du 9 mars en page 25 du Monde de l'économie.

Ainsi la motivation du licenciement ne donne pas directement gain de cause au ministre Fourcade rendu furieux par la publicité autour de la note confidentielle de G. Ramel, chef de la mission de contrôle des entreprises pétrolières concernant les rapports de l'état et d'ELF Aquitaine. Il n'en reste pas moins que la menace brandie par Fourcade de traîner un journaliste du « Monde » a pesé pour amener la direction à se défaire d'un journaliste devenu « un mauvais sujet au dossier difficilement plaidable ». Simonnot compromettrait la notoriété et la garan-

tie des autres sources d'information du journal auprès des hauts-fonctionnaires, dès lors qu'il n'avait pas un système au moins formellement imparable de défense. Isolé, Simonnot ne peut dès lors que politiser l'incident : après « Libération » il décide de sortir un dossier plus complet dans l'« Humanité ».

Que retirer de tout cela ? Que le Monde a subi une pression directe des pétroliers ? Affirmation grossière. Le « Monde » a une relative autonomie qui lui a déjà permis de sortir des documents sur ce point (affaire Bodourian, rapport Schwartz, etc...)

Mille fils lient le « Monde » à la bourgeoisie et au grand capital : mais ce ne sont pas des pots-de-vins qui y font passer telle ou telle politique. Non, le système du Monde celui qui lui a valu le succès c'est une société autofinancée basée sur l'intégration des rédacteurs, conquérant son public par le « sérieux », la « surface » de l'information, la « qualité » des contributions. C'est, opinion répandue, le meilleur journal bourgeois qui existe.

Le « glissement à gauche » du Monde, dont se désolent le gouvernement et de nombreux secteurs inquiets de la bourgeoisie, ne fait que refléter la crise globale de la société depuis 68. Son propre succès pose au Monde de nouveaux problèmes : l'institution concentre les contradictions et, arrivée à un certain point ne peut plus les surmonter. En se plaçant peu à peu, de fait, dans la mouvance de l'Union de la gauche et plus particulièrement de son aile non communiste, en reflétant les phénomènes nouveaux de société (sexualité, drogue, jeunesse, pédagogie...) tels qu'ils se posent après mai 68, le Monde a gagné des dizaines de milliers de lecteurs dans la jeunesse. Cette évolution politique entraîne des mutations internes : celles que Legris dénonce en tentant d'opposer « le vieux Monde » de Beuve-Méry et le « nouveau Monde » de Fauvet.

L'évolution est d'ailleurs incontestable : visible dans des secteurs précis tels le Viet Nam depuis 68, le Cambodge en 75, le Portugal ou la Palestine... Tandis qu'on mesure les retards dans l'intelligence des événements en Italie ou en Espagne (là, le journal défend Fraga Iribarne) ou sur « l'extrême-gauche » (peu à peu étouffée) ou sur les USA (rebricole inexistante ou trop apologétique) sans parler de quelques complaisances encore moins honorables : rappelons-nous l'aimable propos du Monde à l'égard des colonels grecs.

C'est cette évolution que la droite tente tardivement de contrecarrer par des pressions internes ou externes qui visent à discréditer l'autorité du titre.

Le fond c'est que le giscardisme minoritaire n'est plus sûr de sa presse dont la crise structurelle entraîne disparitions de titres, concentrations qui font scandales vente médiocre etc... Dans un tel contexte, l'exception du Monde devient outrageante pour le pouvoir qui peut craindre qu'il ne passe avec armes et bagages dans le camp de Mitterrand en une période encore plus aigue de polarisation politique. La récente affaire n'est qu'un épisode d'une guerre prolongée :

Fourcade n'a obtenu qu'une garantie indirecte au travers du licenciement de Simonnot. En la lui donnant sans la lui donner vraiment, le Monde ne fait que révéler ce qu'il est devenu : un carrefour de contradictions jusque là surmontées mais appelées à s'éguiser ineluctablement.

● Communiqué du bureau national du SFJ-CFDT :

« Le cas de Philippe Simonnot pose un problème général d'accès aux sources d'information. Le SFJ demande la reconnaissance d'un droit réel à l'information et dans l'immédiat la publication de tous les rapports, la réforme de l'obligation de réserve des fonctionnaires et du droit de réponse, le droit de visiter les entreprises et de rencontrer les délégués syndicaux comme les directions sur les lieux de travail »

● La section SFJ-CFDT du Monde : « Conformément à la Charte de Munich approuvée par des syndicats de journalistes de la CEE en 1971, le journaliste ne doit pas « user de méthodes déloyales pour obtenir des informations ». Mais elle rappelle que la même charte réclame le « libre accès à toutes les sources d'information » et estime que « le secret des affaires publiques ou privées ne peut en ce cas être opposé au journaliste que par exception et en vertu de motifs clairement exprimés ».

M. Fourcade a sans doute quelques motifs obscurs pour se plaindre que Philippe Simonnot ait puisé aux meilleures sources, des documents révèlent les tractations en cours entre l'Etat et les pétroliers ? »

## Les dessous de table à la télévision

Débat spectaculaire à « Apostrophes » : ça commence avec le grossier Philippe Boegner, thuriféraire cynique de Prouvost, qui révèle, au premier coup d'œil, ses basses compromissions et son art consommé de la manipulation. Un mauvais, très mauvais Citizen Kane.

A ses côtés, Yann Clerc, du directoire du Figaro : le « racheté », récupéré avec les meubles et les machines par Hersant, celui dont il est dit qu'il aurait joué les sous-marin l'an passé contre la grève de la rédaction du journal et qui est aujourd'hui récompensé (grassement) de ses loyaux services. Un peu gêné d'être en face de Périer-Daville, cet honnête libéral qui présida longtemps la « société des rédacteurs » du Figaro : essayant de s'en sortir avec des artifices mondains, Clerc élude les problèmes difficiles, notamment celui de l'origine mystérieuse des fonds qui ont permis à Hersant de s'emparer du Figaro. Périer-Daville, désabusé ne peut se souligner qu'aucun grand journal n'a parlé de son livre sur cette édifiante affaire... L'indigne en termes amers du pouvoir de l'argent... que son journal n'a pourtant jamais cessé de défendre au temps où il y travaillait.

Plus loi, Joseph Barsalou, vieil éditorialiste de la « Dépêche du Midi » qui sert de faire-valoir au « Monde » à la grande joie d'André Fontaine heureux de ce renfort. Enfin, vient le plat de résistance - Michel Legris : seize ans de travail au Monde (1956-1972) ; un homme de droite qui, fort de l'appui des gens de sa caste, s'attaque à son ex-journal. Démasquant la fausse « objectivité » du Monde, il ne lui fera essentiellement que des reproches anticommunistes, en prenant exemple du Cambodge et en accusant le Monde d'être complice des « atrocités » des Khmers rouges : « Vous avez dit des dizaines de milliers de morts là où il y en avait des centaines de milliers... » Fontaine, crispé, répond et le débat prend un tour aigre, quasi-personnel, pièces en main, article après articles. Dialogue de sourds. Legris se réclame de Beuve-Méry, Fontaine multiplie les témoignages de ceux qui disent que le Monde n'a pas changé... Défense qui ne vaut pas un clou : évidemment le Monde a changé... C'est ce qui lui a permis de gagner des lecteurs. Le nier n'est pas le moyen de protéger une institution, c'est la figer sur la défensive.

Bernard Pivot eut du mal à organiser un débat dans de telles conditions : il y avait trop d'enjeux et de coulisse. Michel Legris, à la fin, criait seulement son anticommunisme, débarrassé de toute obligation de réserve : « Ayons une minute de pensée pour les morts du Cambodge... » Ainsi perceait, vrai ou faux, derrière les mots, le fond des choses.



## « MAIN BASSE SUR LE FIGARO » PAR PERIER-DAVILLE.

Celui qui a écrit ce livre est entré au Figaro en 1974 : il y a fait maintes rubriques (oscale, politique intérieure, justice, droites de l'homme, puis la presse présidentielle). Il a fondé et présidé la société des rédacteurs du Figaro de 1965 à juillet 1975 : il est parti dès l'achat du journal par Robert HERSANT. Aujourd'hui, ce libéral de droite s'indigne « Le pouvoir, il faut le cosntater, a tout intérêt à ce qu'une seule et même « ration de base » d'information soit dispensée aux citoyens par la presse quotidienne écrite et audio-visuelle. C'est là, pour la majorité politique, le meilleur moyen d'assurer son maintien au pouvoir. L'affaire du Figaro et la main-mise de Robert Hersant sur ce journal n'est, à cet égard, qu'un épisode des grandes manœuvres entreprises en coulisse par le gouvernement pour mettre des hommes à lui aux leviers de commande de la Presse ».

Cette découverte peut apparaître surprenante venant d'un vieux défenseur du Figaro. Mais, voilà que Denis Périer Daville s'en va-t-en guerre, sans se soucier le moins du monde d'être « rétro » en se réclamant d'...Albert Camus et de « a bas les masques » film d'Humphrey Bogart qui fit l'éloge de la presse libérale.

Au temps des Springer (Allemagne Fédérale) et des Hersant (dont on n'a pas le droit pour cause d'amnistie de qualifier sa conduite pendant l'occupation), tardivement, des notables du Figaro font secession et provoquent le

